...adaire de la bretagne

LE CANARD ENCHAÎNÉ

NANTES A BREST

Du 14 au 28 juillet 1978 - Numéro 15 - 4 francs

DES HISTOIRES DE F.L.B.

Roc Trédudon, février 1974: l'attentat revendiqué par le F.L.B.-A.R.B.

OU EST LA VRAIE VIOLENCE ?

Brest, juillet 1978: la police face aux paysans

Plémet, novembre 1972: Gendarmes mobiles contre grévistes

SOMMAIRE

POLITIQUE

FLB Qui ? FLB Quoi ? Dix ans d'histoires 3

Versailles : Faut pas trop nous en conter 6

Procès à Paris contre procès à Pontivy 6

Manifestation paysannes : Des pommes de terre pour les cochons les épluchures pour les Bretons 7

TRAVAIL

Manifestations paysannes : Des pommes de terre pour: pour les Bretons 7

Garages Lorientais : Le moteur s'essouffle 8

HP Dinan : (suite) 8

Rennes : Un typo à la rue 8

Steiner : Le naufrage d'un vaisseau armé pour le gros temps 9

Fougères : L'inspection a encore frappé 9

Maisons Phénix : La révolte des tâcherons 10

SOCIETE

Marée noire : La mer ruinine notre «progrès» 11

Lanvollon : Pas de bull dans le Leff 11

Presse : «H» comme Hersant et comme Hutin 12

L'amiante de Saint Grégoire 12

Les conseils de Dupont Taré 12

Silence Hôpital ! 12

Guérande : La tentation de vendre 13

CULTURE

Mort de Ropartz Hémon : Une vie pour la langue bretonne 14

Radio-télévision : Et si on faisait comme Youenn Gwernig ? 14

Les spectacles 15

Le petit guide touristique de Nono 16

COURRIER des lecteurs

Le lendemain des fêtes

Aux indésirables angoissés de l'autre soir, salut !

Quinze jours déjà et j'ai tout juste digéré la nuit de mes 22 ans. Pourtant c'était chouette ce fest-noz du Vieux-Bourg ; ni gélo, ni breton, une ambiance terrible, 90 % de danseurs. Jamais vu ça ici, pas de bagarres (of la trançonneuse en 76), pas de viande saoûle, comme disait ma grande sœur qui n'aime pas les festou-noz ni les gens saoûls... Alors que dire encore ?

Eh bien, c'est pas facile d'organiser un fest-noz même lorsqu'on ne veut pas en faire des sous.

De ce côté-là, aucun risque ! Les dépenses ont équilibré les recettes, ce qui est le fort de la fête parfaite, non ? Dépenses (affiche, annonce, sono, sonneurs, sable, casse-croûte des sonneurs et divers) : 2 315 F. Recettes (bar: 965 F + 300 entrées à 6 F dont 1 F pour Diwan, soit 1 800 F) : 2 665 F. Bénéfice net : 350 F dont 300 F pour Diwan et 50 F pour l'association.

Une parenthèse en passant aux éternels radins des 6 F et plus : si les festou-noz c'est bien, il est souhaitable que les associations continuent à en organiser. Or 5 F il y a 10 ans et 5 F aujourd'hui il y a une marge, ce qui n'incite guère les associations qui voudraient en vivre. Alors qui prendra la suite ? Bien sûr, il y a les quelques festou-noz gratuits, les «bleu-blanc-rouge» aussi (étaient gratis (3/4 des cas), l'affiche attirante et les recettes excellentes. Beaucoup (trop) de monde, ambiance terrible... terrible préjudice au fest-noz traditionnel (lui) du pays voisin.

Enfin c'est de bonne guerre, en espérant que les populations prennent «conscience» et qu'elles organisent plein de festou-noz gratis... (pas demain la veille !).

Donc au Vieux Bourg, dimanche 30 avril, impeccable : pas trop de monde ni trop peu, bien quoi ! Breton, Gallo, difficile à marier quand même, à en ouïr quelques propos.

D'un sens, heureusement que tous les «puristes» étaient à Maël-Carhaix (concours Fisel). Faut quand même être un peu fou pour organiser un fest-noz le soir d'un truc parel ; au fait, c'était pour qui ? Ça serait un peu comme faire concurrence au Goliodic. Heureusement, il reste encore quelques week-end tranquilles, mais pour combien de temps ? Eh ! il y a encore les gros et les petits ; on n'en sort pas. Enfin, danses gallos, succès terrible, et comme le disait une vieille dame du bourg : *«Cinquante ans que je n'avais pas zieuté de danses de même la.*

2 H 30 ..... tout le monde content, tout le monde tout le camp sauf... mes 6 éternels chômeurs de St Brieuc aussi angoissés qu'indésirables, accoudés au bar, pas pressés en bons philosophes anars et moi devant, crevé et qui en a marre de leurs discours frévolution, autogestion, fête gratuite...).

Fait ch..., veulent pas sortir ; casse-croûte, bières à l'œil, rien à faire, impossible de savoir ce qu'ils veulent.

3 H 30 Patience...

3 H 45 Coup de gueule...

J'ai bien envie de sortir la bombe lacry, de menacer des flics...

4 H qui sonnent ! Quand je pense que sans ces cons-là je serais au lit depuis une heure. Ras le bol.

4 H 5 le copain me dépanne et part en douce avec la caisse.

4 H 15 . Toujours là.

4 H 30. On est deux pas bien gros, un peu jeunes ; ils sont six énervés mais assez gros. On se décide, on les pousse dehors.

Ouf, pas trop de mal, je ferme. Ah ! oublias, en prime sur le tard, salutations d'un sonneur breton : *«Pour moi c'est 200 F et pour ma part je suis écœuré de sonner ici !»*.

Mon intolérance de l'intolérance ma monte à fleur de peau. Mais quelquefois ça fait du bien de digérer la connerie humaine.

Responsable Foyer Rural du Vieux Bourg

P.S. (1) : Les autres associations du bourg sont étonnées du peu de recettes malgré la réussite du fest-noz. Eh ! les radins, faut pas se fier aux apparences !

P.S. (2) : Salut aux gars de Melun qui nous ont fait un sacré coup de main et qui nous ont fait danser la bourrée.

Merci au Canard car c'est grâce à lui qu'ils sont venus.

Jacques Pochon

L'âge d'or de la choucroute

Je tiens à vous donner la suite de nos recherches dont vous avez fait cas dans votre journal (Le Canard de Nantes à Brest n°12) «Rennes, la troisième âge dégustée».

Ci-joint la réponse du restaurateur. Nous pouvons nous demander qui s'est largement servi dans cette histoire sur le compte des personnes âgées.

Si nous faisons les calculs : (5 F + 4 F) x 6 000 = 54 000 F. Cela fait une belle somme ! et il semblerait que les personnes n'ont jamais eu leur chope de bière.

Que peut-on faire pour éviter de telles escroqueries ?

Le Club du 3e âge.

Monsieur le Président du Club de l'Age d'Or de Saint-Malo

Nous sommes navrés de votre mécontentement, toutefois vos observations à notre sujet demandent une mise au point plus juste.

Tout d'abord, sous n'étions pas les organisateurs. Nous avons été sollicités par ces mêmes organisateurs pour servir un plat unique (choucroute) et une chope de bière pour un prix fixé et accepté d'avance. Soit 25 F (droits d'auteurs pour la musique taxes et service compris). Nous n'avons donc rien à voir avec les 30 F plus 4 F que vous nous annonciez.

6 était également convenu que nous herions deux services distincts. Le premier à 11 H jusqu'à 12 H 30, le deuxième à partir de 13 H. Or l'attente à laquelle beaucoup de convives ont été contraints est complètement indépendante de notre établissement et ne peut nous être imputée.

Nous sommes un établissement neuf à fait sobriété et il ne peut bien sûr que le choucroutes n'ait pas eu la faveur de tout le monde. Comme vous le dites, la sagesse des anciens est exemplaire, mais croyez bien que notre intention n'était pas d'en profiter, bien au contraire nous espérions que tout le monde serait content.

La Grande Taverne Tyrolienne

PETITES ANNONCES

prix 2 F la ligne

Stage de Poterie

Poterie à St Connec : Enseignement, tout colombin cuisson au bois, possibilité de stage 7 jours, 18 jours ou à la journée. Il y a un moyen d'être logé dans le grenier à foin ou camper ce n'est pas la place qui manque. On est loin du bourg. Prix 7 jours : tout compris : 250 Frs (sauf la bouffe) : Anne Marcel «Cotmeurs 22530 St Connec

Abonnement

NOM, Prénom .....

Adresse .....

.....

6 mois (26 N°) : 80 Francs

1 an (52 N°) : 150 Francs

Abonnement de soutien à partir de 200 F

Abonnement étranger (simple ou par avion) : S'adresser au journal

Libellez le chèque (3 volets pour le CCP) à l'adresse des :

EDITIONS POPULAIRES BRETONNES

32, rue du Grand-Trotrieux - 22200 GUINGAMP

C.C.P. N° 2 234 93 Z Rennes

AUX ANCIENS ET AUX FUTURS ABONNES

On a encore reçu quelques renouvellements d'abonnement. Alors on vous le répète : c'est trop tôt. L'abonnement de six mois est souscrit pour 26 numéros. Comme le journal ne paraît qu'une semaine sur deux nous n'en sommes encore qu'au quinzième numéro. Alors rien ne presse pour les anciens abonnés.

Mais on attend toujours avec la même impatience de nouveaux abonnés. La liste s'est allongée d'une quarantaine depuis le dernier numéro. On approche des 1.000. Il faut y arriver. Et surtout il ne faudra pas s'arrêter là. Alors abonnez-vous. Si vous l'êtes déjà, décidez vos amis à en faire autant. Et n'oubliez pas que nous tenons à votre disposition des carnets d'abonnement qui ne demandent qu'à servir.

P.S. : Si vous changez d'adresse adressez une bande et joignez-y un timbre de 1,20 F pour les frais d'impression d'une nouvelle plaque.

Rédaction, Abonnements, Publicité
32, rue du Grand-Trotrieux
22200 GUINGAMP
Tél. (96) 21.05.40

Composition : COPIE 22 Pédernec
Imprimerie : IMPRAM, route de Trébeurden, Lannion
Editeur : Société des Editions Populaires Bretonnes
Rédaction : Yves Chiberre, Pierre Diolez, Jeannine Guillou, Xavier Mével, Jean Morizur, Nono, Dominique Simon, Dominique Sanson et les lecteurs.
Nantes : Colette David, 3, rue Rosenkranz 44000 Nantes
Jean-Baptiste Clément.
Tél. 49.57.55.

Gérant et directeur de la publication : **Pierre Diolez**
Commission Paritaire : 60.135

POLITIQUE

FLB QUI ? FLB QUOI ?

Huit inculpations en février, deux autres en mai. Huit et puis douze en juillet. Roger Le Taillanter chef du S.R.P.J. de Rennes (Service Régional de la Police Judiciaire) est satisfait de lui. Il est devenu, F.L.B. - A.R.B. Il retrouve ainsi la notoriété qui lui manquait sans doute depuis qu'il avait quitté Paris et la brigade des stupéfiants et par là-même il assure peut-être la succès du livre qu'il vient de publier.

Il faut lui rendre justice. S'il triomphe, c'est avec élégance et distinction. Et s'il s'est dit beaucoup d'énormités à propos du F.L.B. il n'en est pas l'auteur. Il s'est borné avec une sobriété intelligemment calculée à orienter la curiosité du journaliste. Et certains tout à leur quête du sensationnel ont donné dans le panneau.

Que de récits tronqués, de commentaires délirants ! Et surtout que de jugements sommaires et scandaleusement prématurés. Au terme même de la loi tout inculpé est présumé innocent jusqu'à son jugement. Ce principe fondamental a été foulé au pied. Une bonne partie de la presse publie comme autant de certitudes les informations communiquées par la police. Et elle l'a fait alors même que les inculpés n'avaient pas été en mesure de communiquer avec leurs avocats et donc d'opposer la moindre défense.

L'histoire du F.L.B. c'est une longue suite d'attentats, d'arrestations et encore d'attentats. Le premier attentat du premier tentative : le 17 juin 1966 à St Brieuc. Un engin explosif avait été déposé au sous-sol de la perception. Un bidon d'essence en constituait le corps. Et sur ce bidon étaient gravées les trois lettres F.L.B.

«C'était un canulars» assurait par la suite René Vaillant l'un des chefs des commandos démantelés en 1968. Possible. Pendant un an et demi on n'entendit plus parler de F.L.B. La signature ne reparut que le 24 novembre 1967 apposée à la suite de plastiquages des contributions indirectes de Lorient. Pas la temps d'oublier cette fois.

A partir de janvier 1968 prétentieuses et perceptions bretonnes perdent des vitres et parfois plus, sous le coup des explosions. Saint Brieuc, Quimper, Plouvézédé, Saint Pol de Léon, Plouescat, Combourg, Bannalec. Cecil n'est encore rien. Le F.L.B. accède à la célébrité le 28 avril 1968 en faisant sauter le garage de la caserne des C.R.S. à Saint-Brieuc. Tout le monde n'approuve pas. Mais qui n'a pas eu à un moment ou à un autre l'occasion aux dépens des C.R.S. connaître ou'aller à perdre comme, par dérision, la chante-eaux-tes Glenmor.

Deux autres attentats suivent bientôt. Ils n'ont pas le même succès. Forcément. La révolte de mai 1968 retient toute l'attention.

«Combattons les abus des fonctionnaires français en Bretagne. F.L.B.» La plupart des plastiquages ont été revendiqués par des tracts laissés sur place. La commentaire est bref. Mais son inspiration nationaliste est évidente.

Aux tracts s'ajoutent bientôt des communiqués. La première est publié en août par le journal autonomiste s'Avenir de la Bretagne». Il y est dit que *«les opérations ont été suspendues devant les événements de mai-juin et qu'elles le seront également avant et pendant la visite du Général De Gaulle en Bretagne»*. Cette visite aura lieu en février 1969. Après une dizaine d'autres opérations le...

Goulet reprend du service

Difficile après cela d'accorder un grand crédit à ceux qui se font les porte-paroles du F.L.B. A l'époque le plus célèbre — et le plus comique — d'entre eux est Yann Goulet. Depuis la libération qui a été pour lui le temps de l'épuration, il vit en Irlande. Sous l'occupation il commandait les «bagadoù stourm», garde prétorienne du «Parti National Breton». Chevalier blanche sur chemise noire à paradait volontiers le pistolet à la ceinture. Une de ses familières se souvient, indulgente et moqueuse : *«il se prenait pour le Führer»*.

Réfugié en Irlande, Yann Goulet vit désormais entre ses souvenirs et ses sculptures. Car il est sculpteur. La retraite quoi ! Mais voilà que le F.L.B. lui donne l'occasion de reprendre du service. Il n'hésite pas. Dès le mois de mars il écrit au Président de la République usant pour cela du titre de «Secrétaire Général du Comité National de la Bretagne Libre». Pas de réponse. Au lendemain de l'attentat contre le C.R.S. 13 de Saint Brieuc il téléphone à la rédaction de «Paris Jours» quotidien parisien disparu depuis lors : *«J'attends toujours la réponse à ma lettre du mois de mars — nous demandons que soient abrogées à la Bretagne les libertés qui lont celles que préconise le Président de la République pour le Québec»*. Il attend encore.

Mais le rôle qu'il s'est attribué convient trop à son tempérament pour qu'il s'en détasse. En septembre 1968 il détivra un certificat d'authenticité au communiqué qui en août annonçait la suspension des opérations. A contre-temps : la semaine précédente cinq perceptions et trois gendarmeries ont encore été saccagées par des explosions. Si bien que le 16 septembre un nouveau communiqué doit être publié pour annoncer «la reprise des opérations». Le F.L.B se manifeste encore plusieurs fois, en octobre, novembre et décembre. En Basse-Bretagne. Puis à Nantes. A Nantes pour son malheur. Car c'est à partir de là que la police va remonter la filière.

Gendarmerie de Lorient, le 27 juillet 70. - sous de moins.

Ceci est d'autant plus grave que la police n'a pas le souci du détail. Elle accole une liste d'attentats à une liste de noms. Et reprises par la presse ces informations laissent à penser que les huit inculpés de février ont commis treize attentats; que les huit inculpés des premiers jours de juillet ont commis vingt six attentats. Ce qui est absolument faux. Il y a pour combien d'attentats ? Et combien en revanche sont victimes de l'amalgame ?

Tant d'autres l'ont été avant eux. L'histoire du F.L.B. déjà vieille d'au moins dix ans en porte témoignage. Les centaines d'interpellations opérées lors des rafles successives n'ont abouti qu'à des dizaines d'inculpations. Et les inculpations étaient si peu motivées qu'elles ont fréquemment débouché sur des non-lieu.

Il faut donc laisser à la police l'entière responsabilité de ses accusations. Et aussi ses commentaires. S'il faut l'en croire, il n'y a plus de F.L.B. - A.R.B. On a déjà attendu cela. Et depuis on a toujours attendu de nouvelles explosions. Là encore l'histoire du F.L.B. enseigne la prudence. Elle n'est pas forcément sérieuse, cette histoire. Mais c'est justement ce qui la rend si souvent surprenante.

Du 29 au 31 décembre neuf hommes sont arrêtés. Parmi eux un sous-officier d'aviation «Chef de la Kevrenn Vilia c'est-à-dire du réseau nantais. Le 2 janvier cinq autres hommes sont interpellés. La police opère maintenant dans les Côtes du Nord, puis dans le Morbihan et enfin à Paris. Interrompue quelques jours par la visite du général de Gaulle en Bretagne (1. et 2. février) la vague d'interpellations, de perquisitions, d'arrestations prend fin quelques jours après.

Une centaine de personnes ont été emmenées et gardées à vue. Après leur interrogatoire dans les locaux de la P.J. nantaise, les unes sont relâchées, les autres se retrouvent à la prison de la Santé à Paris. Les inculpations pleuvent. Cinquante trois au total.

La F.L.B. aura donc son procès ? Non. En avril, le référendum sur la régionalisation ayant échoué, de Gaulle quitte l'Elysée. Pompidou qui lui succède fait voter un don de joyeux avènement une loi d'amnistie dont le bénéfice s'étend aux inculpés F.L.B. Le 28 juin les douze militants qui étaient encore maintenus en détention préventive quittent la Santé.

Jamais fait parler d'eux

Qui étaient-ils ces militants ? Un peu tout le monde. Plusieurs ouvriers, des employés, quelques étudiants, quelques professeurs, un ou deux commerçants. Des militants connus ! Même pas. Jamais fait parler d'eux auparavant. Sauf un. Mais c'était sous couvert de guerre. Les efforts de résistance tout à fait louables d'un petit groupe de Français qui n'admettaient pas que leur pays soit occupé par l'ennemi. Ils avaient d'ailleurs payé cet acte de leur sang pour eux Mêmes. Les années sont des souvenirs.

Quatre noms cependant reviennent d'attentats en attentats, autre prêtres. Leurs personnes ne sont pas exagérément étonnés. Mais la presse, surtout parisienne, fait des gorges chaudes. Les curés F.L.B. ça lui plaît. Pour un peu on lui ferait prendre un goupillon pour une grenade à manche.

Au cours des perquisitions la police a retrouvé des explosifs, des uniformes et même des cagoules. Pas besoin de préciser l'usage des explosifs. Les uniformes étaient utilisés pour les expéditions nocturnes «Nous nous considérions comme des combattants. Et nous voulions être considérés comme tels en cas d'arrestations» reconnaît quelques années plus tard, l'un des curés F.L.B. Sans la moindre ironie.

Le serment sur la Bible

Et les cagoules ? Ça c'est une idée de René Vaillant. Ce breton exilé au Québec où il dirigeait une agence publicitaire était revenu depuis peu en Bretagne et s'y était fait entrepreneur. Entrepreneur et chef de Kevrenn. D'après son propre récit il était l'un des principaux responsables du F.L.B. «Les communiqués publiés pour revendiquer les attentats c'est moi qui les avais fait imprimer au Canada puis envoyer en Bretagne.» Et les cagoules. Toute une histoire. «Au Canada j'avais avisé dans une société secrète américaine qui combattait la Franc-maçonnerie. Par un

idéologie. C'était juste pour m'initier aux méthodes de cette organisation afin de les utiliser ensuite dans le combat breton.» Fort de cette expérience il était ensuite arrivé en Bretagne avec deux idées en tête : «constituer un réseau et une fois que celui-ci pourrait fonctionner sans moi, continuer à m'occuper d'une station de radio pirate.»Un projet qui lui trottait dans la tête depuis quelques années et pour lequel, toujours selon son propre récit, il avait réussi à trouver des fonds en négociant sans succès, la vente de documents sur la construction de la bombe atomique française. Rocambolesque !

Il commence donc par recruter. *Pour l'instant* ses hommes il cherche des cachettes dans la campagne morbihannaise. Ces réunions, quelle mise en scène ! Les cagoules pour masquer les visages. Un tableau et de la craie. Les consignes ne parlent pas. Ils écrivent. Ainsi ils ne peuvent même pas s'identifier par la voix. Et comme si ces n'était pas assez, le chef leur fait jurer sur la Bible qu'ils ne révéleront rien de cette réunion.

«Je suis le chef du F.L.B.»

L'un d'eux, professeur à Lorient, avait été invité par cette mascarade : *ce qui m'avait déplu, c'était la mise en scène de Vaillant. Il nous avait fait jurer sur la Bible que nous ne révélerions rien de ce que nous savions. Ce n'était pas sérieux. Ce qui l'était moins encore — j'ai pu l'air appris depuis — c'est que le Bible n'en était pas une.»*

Témoignage confirmé par Vaillant qui s'en justifie : *ce qui comptait c'était l'atmosphère ainsi créée.»*

La nécessité du secret ? Sans doute. Mais exigeant pour les autres, Vaillant ne l'était guère pour lui. Le même professeur est formel : *«il se présentait chez des inconnus en s'annonçant comme le chef du F.L.B.».* Le journaliste de la Vie Catholiques recruté par lui confirme : *«Un jour il m'a téléphoné en me disant : je suis Vaillant, le chef du F.L.B., et il m'a donné rendez-vous dans un café des Champs-Elysées.»*

«Au début» raconte encore Vaillant *«chaque commando n'avait aucun rapport avec les autres. Et puis le contact a été établi. La coordination devenait nécessaire. Il aurait pu arriver qu'un réseau opère dans le même secteur qu'un autre et se fasse prendre».* Il établit d'abord le contact avec les nantais.Encore une histoire invraisemblable.

«J'étais monté à Paris avec un colombon (une bombe pour les initié) *avec l'intention de plastiquer le ministère de l'Intérieur. Mais là-bas je n'ai trouvé personne pour faire le coup. Alors je suis allé à Nantes et j'ai proposé ma bombe à D...»* Mais D... était déjà servi.

Des hommes de la «Kervenna nantaise avaient participé à un vol de tolamite en février 1968, dans la forêt de Loudéac. L'un d'eux n'avait pas trouvé mieux que de relever les numéros d'immatriculation des voitures des membres du réseau des Côtes du Nord qui les avaient mis dans le coup.

Par la suite les Nantais ont-ils manqué de discrétion ? Vaillant d'une part, le groupe des Côtes du Nord d'autre part, en resteront convaincus. Mais il est aussi reproché à Vaillant d'avoir *«donné»* des noms. *«Plusieurs»* affirme un ex-membre du réseau. *«Une conclave-là, soi-mi-même dénoncé volontairement un des mains. Politiquement il était solide. Mais pour l'action il ne valait rien. Il n'était plus utilisable que pour un procès.»*

Des projets fumants... ou fumeux

Les témoignages des acteurs de ca F.L.B. 1968 sont à manier avec précaution. Après coup ils en rajoutent peut-être un peu. Et la contre-Dient. Sur le plan de l'organisation, par exemple. Les une assurent que le F.L.B. avait des structures hiérarchisées à la base des petits commandos (les bagadou) groupés au sein d'une «Kevrenn»; au sommet une direction politico-militaire qui assurait le recrutement, fixait les objectifs, coordonnait les actions.

Les autres affirment que les petits groupes d'action s'étaient constitués spontanément, sans lien avec une quelconque direction. Qui croire ? Peut-être les deux versions sont-elles plus complémentaires que contradictoires. Certains groupes se seraient organisés sous une direction unique dont Yann Goulet aurait été le porte-parole... et la couverture. Après les premiers attentats, d'autres groupes se seraient créés lentement. Par imitation.

Un fait paraît cependant acquis. S'ils n'étaient pas structurés, les divers réseaux étaient en voie de l'être lors des arrestations. Et certains avaient de grands projets. Comme d'investir une ville, si ce n'était pas Rennes, ce qui l'était moins encore — j'ai pu l'air appris depuis — c'est que le Bible n'en était pas une.»

Témoignage confirmé par Vaillant qui s'en justifie : *«ce qui comptait c'était l'atmosphère ainsi créée.»*

La nécessité du secret ? Sans doute. Mais exigeant pour les autres, Vaillant ne l'était guère pour lui. Le même professeur est formel : *«il se présentait chez des inconnus en s'annonçant comme le chef du F.L.B.».* Le journaliste de la Vie Catholiques recruté par lui confirme : *«Un jour il m'a téléphoné en me disant : je suis Vaillant, le chef du F.L.B., et il m'a donné rendez-vous dans un café des Champs-Elysées.»*

«Au début» raconte encore Vaillant *«chaque commando n'avait aucun rapport avec les autres. Et puis le contact a été établi. La coordination devenait nécessaire. Il aurait pu arriver qu'un réseau opère dans le même secteur qu'un autre et se fasse prendre».* Il établit d'abord le contact avec les nantais.Encore une histoire invraisemblable.

«J'étais monté à Paris avec un colombon (une bombe pour les initié) *avec l'intention de plastiquer le ministère de l'Intérieur. Mais là-bas je n'ai trouvé personne pour faire le coup. Alors je suis allé à Nantes et j'ai proposé ma bombe à D...»* Mais D... était déjà servi.

Des hommes de la «Kervenna nantaise avaient participé à un vol de tolamite en février 1968, dans la forêt de Loudéac. L'un d'eux n'avait pas trouvé mieux que de relever les numéros d'immatriculation des voitures des membres du réseau des Côtes du Nord qui les avaient mis dans le coup.

Par la suite les Nantais ont-ils manqué de discrétion ? Vaillant d'une part, le groupe des Côtes du Nord d'autre part, en resteront convaincus. Mais il est aussi reproché à Vaillant d'avoir *«donné»* des noms. *«Plusieurs»* affirme un ex-membre du réseau. *«Une conclave-là, soi-mi-même dénoncé volontairement un des mains. Politiquement il était*

Des projets fumants... ou fumeux

Les témoignages des acteurs de ca F.L.B. 1968 sont à manier avec précaution. Après coup ils en rajoutent peut-être un peu. Et la contre-Dient. Sur le plan de l'organisation, par exemple. Les une assurent que le F.L.B. avait des structures hiérarchisées à la base des petits commandos (les bagadou) groupés au sein d'une «Kevrenn»; au sommet une direction politico-militaire qui assurait le recrutement, fixait les objectifs, coordonnait les actions.

Les autres affirment que les petits groupes d'action s'étaient constitués spontanément, sans lien avec une quelconque direction. Qui croire ? Peut-être les deux versions sont-elles plus complémentaires que contradictoires. Certains groupes se seraient organisés sous une direction unique dont Yann Goulet aurait été le porte-parole... et la couverture. Après les premiers attentats, d'autres groupes se seraient créés lentement. Par imitation.

Un fait paraît cependant acquis. S'ils n'étaient pas structurés, les divers réseaux étaient en voie de l'être lors des arrestations. Et certains avaient de grands projets. Comme d'investir une ville, si ce n'était pas Rennes. Ce qui l'était moins encore — j'ai pu l'air appris depuis — c'est que le Bible n'en était pas une.»

Témoignage confirmé par Vaillant qui s'en justifie : *«ce qui comptait c'était l'atmosphère ainsi créée.»*

La nécessité du secret ? Sans doute. Mais exigeant pour les autres, Vaillant ne l'était guère pour lui. Le même professeur est formel : *«il se présentait chez des inconnus en s'annonçant comme le chef du F.L.B.».* Le journaliste de la Vie Catholiques recruté par lui confirme : *«Un jour il m'a téléphoné en me disant : je suis Vaillant, le chef du F.L.B., et il m'a donné rendez-vous dans un café des Champs-Elysées.»*

«Au début» raconte encore Vaillant *«chaque commando n'avait aucun rapport avec les autres. Et puis le contact a été établi. La coordination devenait nécessaire. Il aurait pu arriver qu'un réseau opère dans le même secteur qu'un autre et se fasse prendre».* Il établit d'abord le contact avec les nantais.Encore une histoire invraisemblable.

«J'étais monté à Paris avec un colombon (une bombe pour les initié) *avec l'intention de plastiquer le ministère de l'Intérieur. Mais là-bas je n'ai trouvé personne pour faire le coup. Alors je suis allé à Nantes et j'ai proposé ma bombe à D...»* Mais D... était déjà servi.

Des hommes de la «Kervenna nantaise avaient participé à un vol de tolamite en février 1968, dans la forêt de Loudéac. L'un d'eux n'avait pas trouvé mieux que de relever les numéros d'immatriculation des voitures des membres du réseau des Côtes du Nord qui les avaient mis dans le coup.

Par la suite les Nantais ont-ils manqué de discrétion ? Vaillant d'une part, le groupe des Côtes du Nord d'autre part, en resteront convaincus. Mais il est aussi reproché à Vaillant d'avoir *«donné»* des noms. *«Plusieurs»* affirme un ex-membre du réseau. *«Une conclave-là, soi-mi-même dénoncé volontairement un des mains. Politiquement il était*

Versailles :

FAUT PAS TROP NOUS EN CONTER

Vous avez vu la meute ? Déchaînée qu'elle était. Versailles. Des autonomistes bretons ont égratigné Versailles. Et toute la presse bien pensante a vomi sur eux ses insultes.

Que nous autres, au «Canard de Nantes à Brest» nous ne nous esbaudissons pas sur les plasticages, ça commence à se savoir. On trouve que ça ne mène plus les Bretons nulle part, sauf en prison. Et comme on n'aime pas que des Bretons aillent en prison, comme ça nous fait mal d'entendre le bruit des verrous qui cadenassent des militants généreux, des copains, tel Yann Puillandre, on est d'avis qu'il vaudrait mieux chercher autre chose.

Mais on ne nous fera pas aboyer avec la meute. Ah ! elle est bien versaillaise, dans tous les sens du mot.

Un temple d'orgueil royal et de vanité bourgeoise est un peu chahuté et la voilà qui hurle. Quelques toiles et sculptures sont endommagées et la voilà qui crie au sacrilège, à la profanation.

Hurle-t-elle quand une langue est assassinée ? Crie-t-elle au sacrilège quand une autre culture est bafouée-niée ? On a beau tendre l'oreille. On n'entend rien.

Cette culture, cette langue vaudrait-elle moins que les boursouflures versaillaises qu'on voudrait nous faire prendre pour des chefs-d'œuvres ? Le mépris qu'ils ont eu pour nous exigerait-il que nous nous agenouillions devant leur imagerie militaire pour chemin de croix napoléonien. Ecoutez plutôt comme sonnent leurs tolles.

«Napoléon reçoit à Saint Cloud le sénatus consulte qui le proclame empereur», «Les préliminaires de la Paix signés à Loebenx. «Napoléon à Eylau», ou, tenez vous bien, «La première distribution de croix de la légion d'honneur aux Invalides». La liste n'est pas complète mais tout est de la même quincaillerie.

Admettons tout de même que c'est du grand art. Passons sur le fait que la violence des plastiqueurs bretons est bien innocente comparée à celle que glorifient les toiles qu'ils ont égratignées. Oublions que l'empereur ainsi magnifié ne plastiquait peut-être pas les musées mais qu'il les pillait. Feignons de ne pas savoir que le roi assez éclairé pour construire Versailles, et illuminé au point de se prendre pour le soleil, fut aussi celui qui, après la révolte des Bonnets Rouges, fit raser les clochers de Cambrit, de Lambour et la rue Haute à Rennes quand de faire pendre ne l'amusa plus. Versailles est au dessus de tout çà. C'est de l'art, de la culture, de l'histoire.

Mais la Bretagne avait aussi son art, sa culture, son histoire. Qu'en reste-t-il. Pour se faire un palais, un monarque affamait le peuple et notamment le peuple breton. Pour entretenir et enrichir ce palais des Etats républicains ont laissé d'autres chefs-d'œuvre à l'abandon et notamment des chefs-d'œuvre bretons.

Oh ! bien sûr, nos manoirs, nos chapelles n'étaient pas le château de Versailles. Mais ils étaient de Bretagne. Et nous sommes en Bretagne. Pas à Versailles.

Les Bretons n'ont pas respecté Versailles ? Ils ont une excuse. Personne ne leur a appris le respect de la culture, de l'art des autres.

Et s'il n'y avait que les chapelles, les manoirs. Mais il y avait, mais il y a la langue. Pas un truc de musée çà. Mais quelque chose de vivant, notre parole. Certes Ils ne l'ont pas plastiquée. Trop bruyant. Ils ont préféré l'étouffer. Lentement, consciencieusement.

Quand le mal a été fait ils ont relâché l'étreinte en se disant que le temps ferait le reste. Et il accomplit se besogne, le temps. Les autres ne persécutent plus la langue bretonne. Ils la regardent mourir.

Là-dessus on revendique. Et comme rien ne vient on revendique encore. C'est ainsi depuis un siècle. Alors quelques uns n'ont plus de patience. Ils font du bruit. Pour rien ? Sans doute. Mais comme personne n'a encore rien trouvé de plus efficace pour obtenir ce qu'ils demandent, ce que nous demandons, au moins ça les soulage.

Alors la meute peut s'acharner. Ceux qui la mènent ont trop profondément blessé la Bretagne. Nous ne pleurerons donc pas sur Versailles égratigné.

PROCES A PARIS CONTRE-PROCES A PONTIVY

Autour des détenus le soutien s'organise. Les COBAR (comités bretons anti-répression) tiennent réunion sur réunion, organisent des conférences de presse, préparent des manifestations. Ils ont d'abord préparé celle de Pontivy pour le 16 juillet, veille de l'ouverture du procès des inculpés de février. L'idée : faire une sorte de contre-procès, «*Faire le procès de Paris*» comme disent les uns, «*faire le procès de l'Etat, de la violence d'Etat*» comme disent les autres.

Ils sont un peu précipités par les événements. Ils sont convaincus que leurs moyens d'information sont dérisoires à côté de ceux dont dispose la propagande officielle. Quand la police dit «*les inculpés ont avoués*», cela fait des gros titres dans les journaux, à la radio, à la télévision. Quand les COBAR répondent : «*au bout de quatre jours de garde à vue, Patrick Montauzier a dû être hospitalisé*», il n'y a même pas eu une brève, même pas un flash. Forcément. Il n'y a même pas de journalistes pour les entendre.

Ils sont tous à la conférence de presse du commissaire Le Taillanter. Pas à celle des COBAR. Ils n'écriront et ne diront donc pas que «*Gerhardt Perssse, professeur à Perros-Guirec, est un militant anti-autoritaire, qu'il l'a prouvé maintes fois, qu'il est donc scandaleux de l'identifier au passé de son père Ange Peresse pour le relier à l'extrême-droite bretonnex*». Ils n'écriront et ne diront pas non plus que «*lorsque les policiers se sont présentés à Paimpol chez la mère de Michel Nallequin, ils se sont fait passer pour un ami de celui-ci*». Ils n'écriront et ne diront pas non plus que «*Michel Salomon a engagé un procès contre un policier qu'il accuse de l'avoir frappé lors d'une précédente garde à vue ; qu'arrêté et à nouveau gardé à vue, il aurait encore été frappé*».

S'ils l'écrivent ou le disent, ils n'insisteront pas non plus sur le fait que «*Yann Puillandre n'est pas homme à laisser traîner des explosifs dans sa voiture quand il sait que le police est à ses trousses ; que les explosifs découverts y ont donc été placés par quelqu'un d'autre pour le compromettre*». Toujours à propos de Yann Puillandre ils n'écriront ni ne diront pas non plus «*qu'il se plaint comme Michel Salomon d'avoir été frappé*».

Et si fortiori ne rappelleront pas que «*la Cour de Sûreté de l'Etat est un instrument de répression politique et non de justice ; que la violence par ses attentats est bien symbolique, bien dérisoire en regard de la violence de l'Etat, du patronat, qui font matraquer les grévistes, qui organisent le chômage, qui asphyxient la Bretagne et les Bretons économiquement, culturellement*».

Ils ne diront rien car ils ne veulent rien savoir d'autre que ce que dit la police, le gouvernement. Alors le soutien n'est pas facile à organiser. D'autant moins que tous les Bretons adversaires de la répression ne sont pas pressés de s'engager à défendre les droits des détenus : demander qu'ils soient jugés avant d'être condamnés, contribuer à soutenir financièrement leurs familles, d'accord. Ils craignent que leur soutien passe pour une approbation des attentats comme forme d'action politique.

Les COBAR ont beau assurer qu'il ne s'agit pas de cela. Toutes les réserves ne tombent pas pour autant. Le fait que les arrestations soient liées aux attentats, que les attentats déclenchent les arrestations, provoque bien des hésitations. Le fait que les inculpés ne sont pas dans leur majorité des militants assez connus pour que la nature de leur engagement apparaisse toujours clairement n'aide pas à vaincre les réticences.

L'organisation du soutien se heurte donc à de multiples obstacles. Et la période des vacances n'arrange rien. Elle ne favorise pas les grandes mobilisations.

Roc Trédudon, le 14 février 74 : beaucoup de son mais plus d'image.

Du mauvais «polar»

Un peu gros l'argument de Roger Le Taillanter contre Gerhardt Perssse. Selon le commissaire de la P.J., celui-ci avait trafiqué son récepteur de radio pour écouter les émissions de la police et il avait ainsi pu déjouer les filatures.

Que Gerhardt Perssse passionné de radio ait pu capter les messages de la P.J. c'est vraisemblable. Le premier bricoleur venu y parviendrait. De là à déjouer les filatures, c'est du roman policier.

Pour être efficaces de telles écoutes doivent être effectuées continuellement puis exploitées systématiquement. Ceci implique que plusieurs personnes se relaient en permanence. Alors même si Gerhardt Perssse avait occupé tous ses loisirs à écouter les flics, il n'aurait pas appris grand chose. Et ceci d'autant moins que les policiers chargés d'une filature ne reçoivent pas leurs instructions, ne font pas leurs rapports par radio, pas leurs rapports par radio.

Alors si la police a besoin d'excuses qu'elle aille les chercher ailleurs que dans les plus mauvaises séries américaines.

Peuples en lutte

Après trois ans d'existence, le collectif anti-répression peuples en lutte qui s'était constitué à l'origine pour défendre les autonomistes incarcérés dans les geôles hexagonales vient de se donner un moyen d'expression sous la forme d'une publication intitulée «Peuples en luttes (1)»

Au sommaire un dossier sur la «Convention européenne anti-terroriste» qui, selon «Peuples en luttes, est «le premier maillon d'une chaîne répressive qui va étendre sa chape de plomb sur tout l'Ouest européen». On note aussi dans ce n°1 un texte sur les arrestations de militants bretons (1ère vague) et un autre sur la répression politique au Cameroun.

(1) - «*Peuples en luttes*». Abonnement à envoyer à P. Collet - 6, rue Dreyfus, 35000 RENNES - 20 F. les six numéros (soutien 50 F).

La «Prestige» de Pinochet

Désormais le général Pinochet pourra aller visiter ses innombrables prisons en eDX protégex. La société Citroën a spécialement conçu ce véhicule pour le général à qui elle vient de l'offrir pour «*symboliser les liens qui unissent depuis plus de vingt ans Citroën au Chili*». Pinochet qui aurait préféré un char d'assaut a toutefois accepté le véhicule en le considérant comme «*une marque supplémentaire de l'attention que Citroën et la France portent au Chili*».

C'est Vidala qui va en faire une tête !

Manifestations paysannes :

« DES POMMES DE TERRE POUR LES COCHONS, LES EPLUCHURES POUR LES BRETONS »

La crise du cochon déferle sur la Bretagne. Les éleveurs n'y trouvent plus leur compte. Ils perdent du fric, donc ils se mettent en colère, donc ils manifestent. Comme ça commence à mal tourner, le gouvernement, les marchands, les groupements leur font une petite fleur. Les cours remontent. Le prix au kilo prend comme ça du jour au lendemain des 30 centimes et plus. Va comprendre quelque chose !

Oh ! bien sûr, il y a les grandes analyses économiques qui parlent du cycle, il y a aussi ces sacrés montants compensatoires qui permettent aux Hollandais d'exporter sur la France avec de bons petits bénéfices.

Ce ramue les spécialistes qui décortiquent les mécanismes du marché, expliquent et re-expliquent la crise de A. à Z. Mais finalement n'y peuvent rien.

Il y a bien sûr une explication plus simple telle ne règle pas tous les problèmes non plus, mais elle est plus franche. Mais celle-là on l'oublie. C'est la remise en cause du système économique actuel basé sur le seul profit, sur la règle inluctable de la rentabilité, sur un modernisme pré-digéré par des penseurs vitréaux qui crachent leur bouillie dans le gueule trop souvent gourmande d'un grand nombre de paysans. Y en a bien sûr parmi ceux-ci qui en laissent. Mais finalement ils sont bien obligés d'en prendre un peu, sinon ils crèvent.

Les Bretons en prennent pas mal sur le dent du cochon. La Corée, Algérie les inance un peu, de moins en moins passe que c'est moins rentable. Les groupements de producteurs assurent le relais et pour certains ... les plus gros poussent à la roue, ils parlent du nécessaire développement de la Région. C'est bien. En toute innocence, on peut se demander à qui il profite ce développement. Certes pas qu'ils sont à faire du cochon, sur de moins en moins de terres, les agriculteurs ne cultivent plus. Ils achètent des céréales, ils achètent du soja, des compléments minéraux ; des médicaments...

Avec la liberté des prix du smeilleur économiste français M. Barre, ces produits augmentent. Le cochon, lui, diminue. Bénéfice net égale perte pour le producteur breton.

Depuis le temps que ça dure, et en plus avec la crise de l'énergie depuis 73, des gens — même des savants — commencent à réfléchir un peu, ils disent qu'on s'est gouré, qu'il faut revenir à des notions plus sages, que le tracteur, s'il est utile, peut être source de gaspillage, qu'il ne faut peut-être pas rejeter tout ce que faisaient les anciens, qu'il n'y a peut-être pas uniquement le maïs, le ryegrass d'Italie. Qu'il ne faut pas enfin confondre vitesse et précipitation et que la rentabilité n'est plus forcément ce qu'elle était.

En attendant, les paysans, qui se sont lancés dans la course sont pris à la gorge par les banques qui leur demandent de rembourser leurs emprunts.

Comment rallentir ? se demandent certains, condamnés qu'ils sont à produire plus, pour ne pas remettre en cause leur revenu, pour pouvoir rembourser leurs dettes. Diantre ! C'est pas simple d'élever des cochons. C'est pas simple d'être paysan aujourd'hui.

Il y en a quand même qui pourraient réfléchir cinq, dix minutes avant de suivre bêtement les sirènes du profit immédiat. Et en particulier tous ces «grands responsables», grosses têtes bouffies de formules creuses.

Y a le cochon. Y a aussi les pommes de terre. Les producteurs grecs cette année regorgent un coup de main de leur gouvernement (un prix garanti minimum de 75 centimes au kilo). Ils exportent leur production sur l'Allemagne, le meilleur client des Bretons. Ceux-ci, en retard, moins compétitifs, ne trouvent plus de débouchés. D'où catastrophe à Paimpol et dans le Léon. La catastrophe n'est pas pour tout le monde, y en a des qui gagnent bien leur croûte avec les artichauts.

En tout cas pour les patates, c'est minable. Le cours chute à 10 ou 12 centimes du kilo, le prix d'une frite.

Solution, la décharge, les retraits comme ils disent. Magnifique ! Les producteurs touchent quelques centimes pour ne pas vendre leurs produits. Ils sont payés pour ne pas travailler. Ils sont payés pour ne pas produire. Ils sont payés pour ne pas exister. Ils sont payés pour ne pas vivre. Ils sont payés pour ne pas être. Ils sont payés pour ne pas...

Et ça coûte cher. Ça coûte cher à la CEE, ça coûte cher à l'économie française. Ça coûte cher à tout le monde. Sauf à ceux qui touchent. Et ceux-là, ils ne sont pas à plaindre.

Toujours, dans les crises, le gouvernement intervient. Il dit au FORMA de donner un milliard de vieux billets.

Des interrogations planent aujourd'hui sur la répartition de ces billets. Il y en a qui vont au sucre au passage en tout bien tout honneur, il va sans dire.

Ça n'empêche pas les producteurs de pommes de terre de continuer à produire. Ça n'empêche pas les producteurs de cochons de continuer à produire. Ça n'empêche pas les producteurs de continuer à produire. Ça n'empêche pas les producteurs de continuer à produire. Ça n'empêche pas les producteurs

Garages Lorientais :

LE MOTEUR S'ESSOUFFLE

Les soixante-dix ouvriers des garages lorientais en sont à leur dixième semaine de grève. Dix semaines sans salaire, c'est long, c'est très long pour des gens qui sont loin de gagner des cents et des mille puisque justement c'est pour être augmentés qu'ils ont débrayé.

Les patrons des garages se soucient comme d'une guigne de revendications aussi terre à terre. Eux, ils n'ont pas de problèmes à la fin du mois. Depuis le début du conflit, ils n'ont pratiquement rien lâché. Ils attendent tranquillement le pourrissement du conflit. Ça ne les empêche pas de faire du bénef sur les voitures neuves.

Pour tenir, pour durer coûte que coûte, les grévistes ont tout essayé, tout entrepris : réparations sauvages sur la place publique, festoû-noz, collectes. Pour affirmer leur détermination, ils ont fait des opérations «commandos» dans les garages où une partie du personnel — administratif notamment — est restée au travail.

«Ils va pas quand même rester toute l'année sur la place».

Ça a commencé le 8 mai par des débrayages d'une demi-heure, pendant une semaine. Et puis après on a provoqué une assemblée générale. C'était en fin de semaine. Y' a eu un vote. Ce que nous ont proposé les patrons, ça a été refusé. On a décidé de faire quatre heures de grève par jour, deux heures le matin et deux heures l'après-midi. Et là-dessus on a perdu un compagnon de route. C'était citroën. Leur patron leur a proposé autre chose au bout de trois ou quatre jours. Ils ont fait un vote et la majorité était pour la reprise du travail.

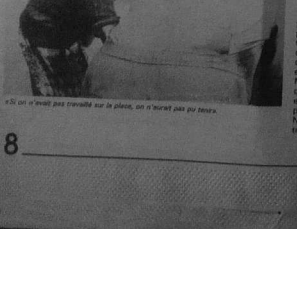
Ensuite on a eu une réunion avec les patrons. Ça a été un échec parce qu'ils n'ont rien proposé sauf la prime de fin d'année qui est passée de 900 F à 1 200 F. C'est tout ce qu'ils nous ont proposé. Alors on a durci notre position. On ne travaillait plus qu'une heure par jour après, le matin de huit à neuf. Et on avait décidé de venir travailler sur la place publique. Ça c'était au bout de huit dix jours de débrayage. On travaillait gratuitement.

On a eu une deuxième réunion. Ça a été un échec. Ils ne nous proposaient rien du tout. Là dessus on a essayé de durcir. On a été faire des vidages dans les garages. On a vidé les gars et les forces de police sont venues.

On a eu une nouvelle réunion provoquée par le sous-préfet, le 13 juin. Ça a été assez long. C'est le sous préfet qui a fait les propositions. Mais c'était dérisoire. Bon... ben on s'est retiré. Ça fait un mois et demi qu'on est dans la rue, on va pas accepter n'importe quoi.

Depuis on attend... maintenant c'est très difficile à cause des forces de police. On est très surveillé.

Le sous préfet pense reconvoquer les patrons. On a baissé un peu ce qu'on demandait, on est parti sur de nouvelles propositions. Mais ce sera difficile tant que les patrons n'auront pas un déblocage de facturation. Pour eux les ateliers c'est pas rentable. Moi je sais pas, mais ils ont quand même les voitures neuves et les magasins et là dessus ils peuvent quand même en gagner. Notre lutte ça les dérange pas trop.



«Si on n'avait pas travaillé sur la place, on n'aurait pas pu tenir».

De toute façon les patrons pensaient jamais qu'on tiendrait jusqu'au mois de juillet. Au début avant de partir en congé en Grèce, mon patron m'avait bien dit : j'attends que vous soyez fatigués, vous pouvez rester en grève tant que vous voulez, vous n'aurez rien, absolument rien. A chaque réunion c'était niet, niet, niet.

Bien sûr on a fait quelques actions pour aller vider les gars dans les bureaux. Ça a marché une fois, deux fois, mais maintenant les forces de police arrivent tout de suite. Alors on travaille sur la place. Ça nous fait un petit apport financier. Si on n'avait pas eu la place on n'aurait pas pu tenir si longtemps. C'est quand même l'argent qui fait tenir. On a fait un fest-noz aussi. Ça a bien marché, un million quatre de bénéfice. Divisé par soixante-dix il en reste plus lourd mais ça permet de tenir un peu plus, ça grignote quelques jours.

Mais on sent que les gars, c'est long. Les gars qui attendent des négociations. Ils ont perdu le mois dernier un demi mois. Ce mois-ci on perdra 100 %. Si on fait 50 à 60 000 Francs de réparation par personne ce mois-ci, ce sera bien. On doit aussi faire un autre fest-noz mais on trouve pas de chanteurs. Ils sont tous déjà pris.

On va pas rester quand même toute l'année sur place. Heureusement, le temps est avec nous, si les patrons sont pas. Et puis, il y a une bonne mentalité entre nous. C'est à cause de cette mentalité qu'on a pu tenir aussi longtemps, parce qu'on est copains. Mais on voit que les patrons bougent pas et ça, c'est quand même démoralisant. A mon avis, pour le 1er juillet, y'a plus rien. Déjà les gars disent c'est pas possible, on peut pas rester plus longtemps. Il y a beaucoup de gars qui sont mariés, ils ont des crédits... bon, ben... Ils attendent pas, ils faut quand même les payer. C'est ça surtout.

Quand même, j'espère vraiment qu'on va réussir parce que vraiment, pour certains c'est dur. Les gars, on est toutes les semaines à leur dire : faut attendre, faut attendre. Et puis, quand ils arrivent à la maison, y' a les femmes qui sont là... c'est pas facile hein.

Faites connaître *«Le Canard de Nantes à Brest»*

H.P. DINAN (suite)

Les congés d'été n'ont pas mis un terme au conflit qui oppose la direction et les médecins de l'HP de Dinan aux huit grévistes licenciés (cdlr N° précédents du Canard de Nantes à Brest).

Plusieurs faits récents ont permis un éclaircissement du conflit. L'Union Départementale CFDT et le syndicat Santé ont logiquement et clairement apporté leur soutien aux licenciés et au bureau de la section de l'HP, cela dernière était remise en question par quelques membres lors des licenciements (!).

Une réunion d'information a permis aux licenciés et à ceux qui les soutiennent d'ouvrir le débat sur les conditions du licenciement, sur la pratique médicale, sur la direction administrative. De cette réunion nous retiendrons le texte écrit par un salarié de l'HP sur les conséquences néfastes des licenciements pour les enfants dont l'équipe avait la responsabilité. Le texte a été lu par un délégué syndical à cause du climat de répression qui règne dans l'HP. De plus, des membres de la base de gauche, conduits par De Doncker directeur de l'HP, lors des dernières municipales, ont tenu à se désolidariser publiquement des actes de ce dernier. Si le PC a pris position contre les licenciements, on ne connaît toujours pas la position du PS. Un comité de soutien est en cours de constitution, adresse : UL CFDT rue de Lehon Dinan.

Rennes :

UN TYPO À LA RUE

Patrick Chartier a été embauché en novembre 77 à l'imprimerie Commerciale de Rennes en qualité de typographe stagiaire. Tout allait bien jusqu'au jour où le jeune homme en désaccord avec l'attitude du conseil d'administration de l'entreprise qui soupçonne cinq membres de la CGT — et du PCF — décida de renvoyer sa carte du parti.

La réaction ne s'est pas fait attendre. La jeune typographe a reçu la lettre de licenciement; sans autre forme de procès : *«Suite à notre entretien du mardi 2 mai courant, nous avons le regret de vous informer que nous avons décidé de procéder à votre licenciement. En conséquence, nous vous donnons congé à compter du 7 juin 1978, date d'expiration de votre préavis».*

Voulant quand même en savoir plus sur les raisons de sa disgrâce, M. Chartier a demandé à son directeur la raison réelle et sincères de son licenciement. Voici la réponse de son directeur, L. Chaulais :

Par lettre recommandée en date du 13 juin, qui nous a été présentée le 14 courant, vous nous demandez de vous indiquer le cause réelle et sérieuse de votre licenciement.

Bien que nous ne soyons pas tenus à cette formalité lorsqu'il s'agit d'un ancienneté dans l'entreprise - Code du Travail art. L. 122-14-6), nous vous informons que ce licenciement a été motivé par la cause suivante : insuffisance professionnelle.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Voilà qui est clair mais n'a donné satisfaction ni à Patrick Chartier, ni à un certain nombre de ses collègues qui, outrés par la complicité du conseil d'administration dans cette affaire, auraient à leur tour renvoyé leur carte du parti.

Steiner :

LE NAUFRAGE D'UN VAISSEAU ARME POUR LE GROS TEMPS

Par les temps qui courent, un dépôt de bilan, ça n'émeut plus personne ou presque. Les bilans sont légion qui se laissent ainsi déposer. La crise, dit-on... et oui, la crise. Seulement on a quand même parfois du mal à faire la ménage dans sa tête en jetant au panier toutes ses idées reçues. Il en est ainsi des entreprises apparemment solides comme des menhirs dont chacun s'accorde à affirmer sans l'ombre d'une hésitation : *rouillet-là au moinz, elles ont les reinz solides !a.* Les reins solides, c'est justement ce qu'on disait voici seulement un mois de l'entreprise Steiner de Ploudalmezeau (29 N).

Et pourtant, à la surprise générale, cette usine spécialisée dans la chauffage et la climatisation, déposait son bilan le 20 juin dernier.

A Ploudalmezeau la nouvelle a fait l'effet d'une bombe dont la déflagration fut d'autant plus traumatisante que donnante salariés — sur les 143 membres du personnel — recevaient le 1er juillet leur lettre de licenciement. Un joli coup de bâtouri pour crever un abcès qui suppurait depuis un an au point d'en être arrivé à un déficit de deux millions de francs. Le tribunal de commerce de Brest a toutefois donné trois mois au PDG de l'entreprise pour redresser la situation sous la contrôle du Syndic, Me Catte.

La claque est cuisante pour cette petite commune littorale plutôt chiche en implantations industrielles. L'entreprise Steiner était de loin la plus importante de la région et ce ne sont pas les quelques entreprises de bâtiment déjà sérieusement ébranlées par la piètre conjoncture économique qui pourront absorber ce nouveau contingent de demandeurs d'emploi. Quant aux personnes licenciées qui habitent Brest — les trois quarts selon M. Steiner — leur sort n'est guère plus enviable. Elles viendront s'ajouter aux 7 500 chômeurs que compte déjà la communauté urbaine.

Décidément, y' a plus d'économie ! Qui aurait pu imaginer que cette entreprise avait du plomb dans l'aile ? Une semaine avant le dépôt de bilan elle publiait encore des annonces d'embauche. Oui, ce grand vaisseau semblait armé pour le gros temps et son capitaine avait prouvé jusque là qu'il avait le pied marin. En Septembre 76, en pleine morosité économique, ne déclarait-il pas : *«J'ai eu clairement pu l'allelo, j'ai pris de gros risques mais en pressentant toujours les conséquences possibles».* Vanité ? Pierre Steiner n'avait aucune raison de douter de sa fulgurante réussite sociale et conforté son image de «battant».

Ceux-là paieront les pots cassés.

Après avoir été quelque temps salarié, Pierre Steiner monta un petit atelier de chauffage dans un garage désaffecté de Saint-Pabu. A l'époque il employait deux ouvriers. Une affaire qui tournait. Pour boucler certains gros chantiers comme, en 1983, celui de l'hôpital des armées, le petit artisan se défonce : il accorde plus que quatre heures de sommeil. C'est un bosseur. A la grande époque du chauffage au fuel, l'entreprise étoffe son personnel — une vingtaine d'ouvriers — et pose plus de cent chaudières par an. De l'or en barre.

Mais pour tenir, pour durer, il faut innover constamment : *«Je me suis bien gardé de faire ce que les autres faisaient»*, déclarait le PDG avant ses ennuis. De fait, il est un des premiers à se lancer dans l'air pulsé. Il décroche ainsi une quantité industrielle de marchés : installations avicoles, églises, grands magasins etc... Les murs de l'atelier ne sont pas élastiques. Il faut déménager à Ploudalmezeau où on lui a fait des avances. Après l'air pulsé, Pierre Steiner se lance dans le conditionnement d'air. Un nouveau marché à conquérir.

Comme un crustacé, l'usine ne cesse de grandir, de muer, de changer de carapace. En juin 72, l'entreprise s'installe dans ses locaux actuels : 3500 m2 d'atelier, 600 m2 de bureaux. Elle emploie quatre-vingts personnes. Ça cuit, les doublures suivent d'environ la cadence. Il faut dire aussi, réduisent l'effectif de 40 %.

«C'est pas de la tarte la

Selon la CGT, ce naufrage aura des conséquences dramatiques car il entraînera en aval toute *l'activité locative*. Personne ne croit sérieusement en effet qu'il sera possible de renflouer l'usine en trois mois. *«Comment espérer retrouver autant de gros de temps*, dit la CGT, *et qui nous aide que l'entreprise ne sera pas fermée, ne tombera pas en décembre ?»* Pierre Steiner lui-même le reconnaît : «trois mois, c'est pas de la tarte, avoue-t-il. Je saisirai-z-laissé-t-il tomber. Mais busé.

Pour expliquer sa chute, le PDG invoque la conjoncture : *«On est passé à côté de rien. Les mutations n'ont pas pu être prêtes.* Les entreprises parisiennes qui, en des temps meilleurs ne s'intéressaient qu'aux très gros chantiers ne peuvent plus faire la fine bouche et n'hésitent plus à venir marauder dans les petits marchés à la barbe des artisans locaux dans des eaux qui jusque là leur étaient interdites.

C'est à Nantes en quelque sorte. Une fatalité qui remet vertement à sa place la fameuse «liberté d'entreprendre» dont Pierre Steiner avait bien profité jusqu'à présent. D'ailleurs fors de leur inauguration, il y avait des ouvriers de l'usine n'ont pas accueilli leur patron, par plus qu'ils ne l'avaient accueilli... Il a été aussi, qui s'est déclaré solidaire de tout le monde, y compris de M. Steiner, n'a pas eu peur de se lancer à...

C'est vrai. Pierre Steiner a été entrepreneur, il y a eu et il a perdu. Seulement voilà : dans sa chute il entraîne solidaire, pas seulement ses associés, mais aussi ses chômeurs qui ne risquaient pas de tomber un nouvel employeur sympathique. Quand ils ont les poins salaire et prix leur

Fougères :

L'INSPECTION A ENCORE FRAPPE

Loïc Choneau est instituteur-remplaçant depuis trois ans. Pendant ses deux premières années d'enseignement, les rapports des différents conseillers pédagogiques étaient favorables et l'encourageaient dans son travail. Cette dernière année, il enseignait à l'école Saint-Léonard à Fougères. Tout au long de l'année 77-78, les accrochages de tous les instituteurs de cette école avec le directeur et l'inspecteur départemental se sont multipliés. La fragilité de la situation de Loïc Choneau, remplaçant depuis trois ans et syndiqué au SGEN-CFDT, a permis, après une inspection, sa radiation.

Dès le mois d'octobre, les cinq nouveaux instituteurs de cette école demandent une entrevue à l'IDEN (inspecteur départemental de l'éducation nationale) pour lui faire part de leur refus de surveiller la cantine : travail qu'ils n'ont pas à assurer puisqu'elle est à l'extérieur de l'enceinte de l'école. M. Despoix, l'IDEN, ne veut rien entendre; pour lui, cette habitude, même contraire aux règlements et que personne n'avait encore contestée, faisait force de loi. Si l'administration ne respecte plus ses propres règlements... !

Les hostilités commencent à cette époque.

Le 2 mars 1978, Loïc Choneau est inspecté une première fois pour passer son CAP pratique. Le rapport de cette inspection mentionne : *«travail insuffisant malgré de bonnes initiatives. Avec une telle appréciation, il n'obtient évidemment pas son CAP. Huit jours après, il demande l'autorisation d'un voyage avec ses classes dans l'Oise, dans le cadre d'un échange inter-écoles. Ses enfants se lui-même devaient y aller en mars et recevoir leurs correspondants en juin. Ceux-ci viendront en juin, mais l'autorisation demandée lui est refusée. Le revirement du directeur est à remarquer : il avait lui-même participé à une réunion commune avec les parents et suivi la préparation du voyage pendant deux mois. Puis, soudainement il donne un avis défavorable avec des arguments financiers fallacieux.*

La veille de la Pentecôte, le samedi matin 13 mai 78, l'IDEN évalue pour la deuxième fois Loïc Choneau qui faisait ce jour-là les révisions habituelles du samedi tout en supportant la présence de quatorze élèves de deux collègues en congé de maladie et non remplacés. Loïc Choneau commente cette visite : *«S'il avait voulu me sanctionner, il n'aurait pas choisi un autre jour !».*

Grève et pétition

La Commission Paritaire du 19 juin propose, à la vue du rapport de l'IDEN, la radiation pure et simple de l'instituteur. Dans cette commission, les représentants du personnel, cinq membres du SNI, n'avaient pu, semble-t-il, intervenir en sa faveur faute d'informations suffisantes et de contact dans les délais avec l'intéressé. Il s'avèrera après une rencontre avec l'inspecteur d'académie-adjoint, M. Dubost, que ces cinq membres du SNI, représentants du personnel, ont voté la radiation sans autres arguments que ceux de M. Despoix !!

Pour protester contre ce jugement arbitraire, les collègues de Loïc Choneau se mettent en grève le lundi 19 juin. Une pétition est signée par six collègues (seul le directeur !) et par les parents d'élèves de la classe. Cette pétition demande la réintégration de l'instituteur dans la classe de Loïc Choneau dans l'attente de la décision définitive de la Commission Paritaire du 19 juin, votée à l'unanimoins, qui lui a permis de prendre la décision de radiation.

Quelques réflexions s'imposent : Les revendications, dès le début de l'année, de cinq nouveaux instituteurs ont dérangé les chiennes habituelles du directeur qui a l'appui des autres instituteurs de l'école Saint-Léonard, des parents d'élèves de sa classe, de l'instituteur de la classe correspondante), ils s'engagent à réclamer une autre commission paritaire ; ce qu'ils feront, mais sans grande insistance aux dires de M. Dubost et, d'ailleurs, elle n'aura pas lieu.

A l'initiative du SGEN-CFDT, une entrevue de 2 heures a lieu avec l'IDEN de Fougères le mercredi 28 juin; entrevue obtenue après trois refus successifs. Pour M. Despoix, le cas Choneau est une affaire classée. Ses deux arguments principaux étaient que Loïc Choneau, seul, avait mis en cause publiquement son directeur dans une lettre aux parents. Son deuxième argument était que l'instituteur refusait d'écouter ses conseils, avait une attitude butée. Ces arguments ne tient pas non plus ; M. Choneau a demandé, à deux reprises, à faire un stage de formation à l'Ecole Normale de Rennes et l'IDEN y oppose depuis le mois de mars un avis défavorable.

Une dernière chance

Le 6 juillet, M. Dubost, inspecteur d'académie-adjoint, accorde une audience à trois représentants du SGEN-CFDT. Mais il exclut catégoriquement M. Choneau et un représentant de la pédagogie Freinet, tous deux pourtant membres de la délégation.

Au cours de l'entretien, M. Dubost se réfugie derrière la proposition de la Commission Paritaire du 19 juin, votée à l'unanimité, qui lui a permis de prendre la décision de radiation.

Quelques réflexions s'imposent : Les revendications, dès le début de l'année, de cinq nouveaux instituteurs ont dérangé les chiennes habituelles du directeur qui a l'appui des autres instituteurs de l'école Saint-Léonard, des parents d'élèves de sa classe, de l'instituteur de la classe correspondante), ils s'engagent à réclamer une autre commission paritaire ; ce qu'ils feront, mais sans grande insistance aux dires de M. Dubost et, d'ailleurs, elle n'aura pas lieu.

A l'initiative du SGEN-CFDT, une entrevue de 2 heures a lieu avec l'IDEN de Fougères le mercredi 28 juin; entrevue obtenue après trois refus successifs. Pour M. Despoix, le cas Choneau est une affaire classée. Ses deux arguments principaux étaient que Loïc Choneau, seul, avait mis en cause publiquement son directeur dans une lettre aux parents. Son deuxième argument était que l'instituteur refusait d'écouter ses conseils, avait une attitude butée. Ces arguments ne tient pas non plus ; M. Choneau a demandé, à deux reprises, à faire un stage de formation à l'Ecole Normale de Rennes et l'IDEN y oppose depuis le mois de mars un avis défavorable.

Une dernière chance

Le 6 juillet, M. Dubost, inspecteur d'académie-adjoint, accorde une audience à trois représentants du SGEN-CFDT. Mais il exclut catégoriquement M. Choneau et un représentant de la pédagogie Freinet, tous deux pourtant membres de la délégation.

Au cours de l'entretien, M. Dubost se réfugie derrière la

Maisons Phénix :

LA REVOLTE DES TACHERONS

«Phénix travaille pour l'ouvrier». «Non. Ce n'est pas une utopie. Avec un salaire de 7.800 F et des enfants, on peut devenir propriétaire de sa maison». Ça, c'est la publicité des «Maisons Phénix». Mais la réalité qui est le contraire de la publicité est bien décevante. La grève entamée depuis le 26 juin par la majorité du personnel de quatre de ses sept centres bretons tend à prouver que, si recette miracle il y a, elle se fait, en partie, sur le dos des travailleurs. «On est payé au lance-pierres» affirme l'un d'eux.

Il faut d'abord savoir que Phénix a imposé, en juin 1974, à tous ses «compagnons» d'abandonner la mensualisation pour se transformer en autant de tâcherons. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que «les prix unitaires à la tâche», base de leur rémunération, s'essoufflent en vain à suivre l'augmentation de l'indice des prix de l'INSEE. Si l'on se réfère à la période 75-76, le retard est de 17 % et de 21 % de 1976 à 1978. Il n'y aurait que justice à ce que ce fossé soit comblé. Ces lors, on est à même d'estimer la «largesse» de ces «syndicat implanté dans l'entreprise» qui se battent pour une «revalorisation de l'ordre de 13 %». Réponse provocante de la direction : 3 % pour les équipes de «gros œuvre» et même 1 % pour les équipes «placo», spécialisées dans le second œuvre !

D'ailleurs, si on en croit l'argumentation patronale, on aurait affaire ici à des revendications injustifiées de «privilégiés». Ne proclame-t-elle pas, en effet, que «le salaire moyen (fixe et prime) par corps d'état (hiver compris) est de 5.000 Fr ?

Ce que tâche veut dire

Soit. Admettons, un instant ce chiffre. Et tentons de le décortiquer pour dévoiler toute l'imputidence qu'il recèle. Avec l'exemple très concret d'un modèle «520» l'équivalent d'un F.5. C'est le plus vendu. Deux équipes vont intervenir pour édifier cette maison toute simple sur son terre-plein : le «gros-œuvre» (2 à 3 personnes) et les deux compagnons «placo». Aux premiers la responsabilité de la mise en place de l'ossature et de la charpente métallique; de la maçonnerie, c'est-à-dire de l'assemblage des panneaux en béton vibré; de la couverture en «traditionnel» et des travaux d'assainissement. Tandis que les seconds l'habillent à l'intérieur avec des panneaux de «placo-plâtre» préfabriqués et s'occupent de l'isolation, des cloisons, de la menuiserie intérieure et extérieure, de l'électricité et de l'installation du chauffage.

Bref, quand les «placo» quittent le chantier, il ne manque que le sanitaire, le pose du carrelage et d'un revêtement de sol et un coup de peinture pour que le tout soit habitable. C'est l'affaire d'une sous-traitance laissée à des artisans. Eh bien ! aux tarifs en vigueur actuellement, les deux équipes, concernées savent, en pénétrant sur le chantier, qu'elles ne recevront que 8858 F, à quelques broutilles près, pour mener à bien de A à Z ce «520».

Qu'ils soient cinq à se partager ce salaire brut, et l'on s'aperçoit, aussitôt que deux maisons de ce genre édifiées par mois sont encore insuffisantes pour atteindre le salaire moyen annoncé par les patrons de Phénix. Que certains compagnons, l'attaignent ou même le dépassent, ce n'est pas contestable. Mais il serait particulièrement instructif de mettre en parallèle le nombre des heures supplémentaires que ces tâcherons «bénéficient», d'«eux-mêmes» bien au-delà de la durée légale. Ce que la direction de Phénix ignorex, bien entendu...

Les «Maisons Phénix Bretagnes disposent de plusieurs centres de travaux de 25 à 30 personnes, chacun, à St Brieuc, Bretell, Auray, Lannion, Quimper, Quimperlé et Fougères. Et la situation diffère d'un endroit à l'autre. A, St Brieuc, par exemple, les compagnons n'ont accepté cette rémunération à la tâche que «contraints et forcés». Gubre partisans des heures supplémentaires, leur salaire avoisine les 2.500 F. Et le moyenne régionale est, selon la CFDT, de 3.500 F.

«On n'y fait pas de vieux os»

Rétributions privilégiées, dira-t-on si l'on s'avise de les comparer aux trop nombreux salaires qui se contentent du SMIC. Voire. «Pour s'y retrouver, explique Pierre, *avec la grille des prix à la tâche de Phénix, il faut faire onze heures de travail par jour. Et comme le chantier peut se trouver dans un rayon de 40 kilomètres autour du centre de travaux. C'est en fait, 13 h 30 à 14 heures quotidiennes, qu'il faut compter en moyenne, avec la route.*

«Et puis, poursuit Pierre, *l'accès aux chantiers laisse beaucoup à désirer. Bien que le client ait payé son aménagement. Quand il existe, il est souvent impraticable aux véhicules de livraison des matériaux comme c'est arrivé cet hiver après un ou deux passages de la «toupie» qui amène le béton. Si bien qu'il ne reste plus au maçon qu'à porter lui-même 40 dos de mulets ses panneaux de béton vibré de 1,20 m sur 80 à 90 cm...*

«Par ailleurs, ajoute Jean un autre ouvrier de chez Phénix, *les plans-types de ce que nous construisons sont modifiés de temps à autre. Et les techniciens de la boîte ne se préoccupent pas de nous demander les heures de travail que représentent ces changements et variantes. Ils sont tirés uniquement en fonction du prix qui sera demandé au client. Autrement dit, cela signifie, le plus souvent pour nous un accroissement de la charge de travail».*

«Dès lors, il est peut-être moins étonnant que le moyenne d'âge du personnel de Phénix tourne autour de la trentaine. Les gens sont rapidement crevés et partent. Au bout d'un certain âge, souvent tu n'arrives plus à soutenir le rythme. Tu n'as plus rentable et tu n'as plus qu'à t'en aller. Et l'exemple d'une équipe d'une quarantaine d'années, récemment embauchée, est particulièrement significatif de la dureté de notre travail à la tâche. Ils n'ont tenu que trois semaines avant d'abandonner là.

Mais ce tableau n'est-il pas trop noirci ? Et d'aucuns insinueront sur l'autonomie qu'autorise le travail à la tâche. C'est vrai. Lorsque les équipes arrivent sur un chantier, elles s'organisent comme elles l'entendent. «*En chez Phénix, avant 1974, les «placo» étaient de véritables tâcherons indépendants, payés au rendement. S'ils décidaient de ne pas travailler un jour, c'était leur affaire».*

«Ce n'est plus le cas actuellement, précise Jean. *Nous avons des horaires à respecter comme l'ouvrier dans une usine. Et même à dépasser pour gagner davantage de poignon. Les jours fériés doivent être obligatoirement récupérés. Et, de même, s'il nous arrive de prendre, pour une raison ou pour une autre, une demi ou une journée, elle nous est automatiquement retirée malgré notre compte d'heures supplémentaires abondamment fournie.*

Les ouvriers, connais pas !

Cette autonomie du tâcheron doit s'accomoder, en outre, de la présence sur le chantier du chef adjoint du centre de travaux dont il dépend. Que ce responsable le visite une ou deux fois la semaine pour se rendre compte de l'état des travaux, rien d'anormal à cela. «*Mais*, commente André, *quand sa compétence ne pose pas question, on pourrait au moins s'attendre à ce qu'il soit poli envers les ouvriers. Ce n'est hélas ! pas toujours le cas».*

C'est plus qu'un détail. Et il prend tout son relief dans l'organisation actuelle de Phénix. Première parmi les constructeurs de maisons individuelles, cette société est subdivisée en régions autonomes, telle la Bretagne. Laquelle est elle-même partagée en sept centres de travaux rattachés au siège social régional installé à Noyal-sur-Vilaine, près de Rennes.

Et André analyse, très clairement, au nom de ses camarades la singulière conception de la décentralisation qui anime cette direction régionale : «*Elle ne veut plus voir les ouvriers et vise à se décharger sur ses sept chefs de centre de tous les problèmes et relations qu'elle peut avoir avec nous. Qu'une question de rémunération soit soulevée et il faut la soumettre au chef-adjoint lorsqu'il passe sur le chantier, qui lui-même en avertire le chef de centre avant que ce dernier en avertisse la direction régionale. Au bas mot, et «placo» étaient de véritables tâcherons indépendants, payés au rendement. S'ils décidaient de ne pas travailler un jour, c'était leur affaire».*

«Ce n'est plus le cas actuellement, précise Jean. *Nous avons des horaires à respecter comme l'ouvrier dans une usine. Et même à dépasser pour gagner davantage de poignon. Les jours fériés doivent être*

La dernière pub des Maisons Phénix : parce qu'en plus y'a pas l'eau courante ?...

Bretell et St. Brieuc se croisent les bras à 100 % le lundi 26 juin, suivis par Lannion à 80 % et Fougères (15 %). Avant d'être rejoints le lundi suivant, même si entre-temps Fougères n'était plus dans le camp, par Auray, un centre nouvellement créé, L'occupation du siège social de Noyal-sur-Vilaine est alors décidée. «*On occupait pour négocier*» Locaux évacués pacifiquement le 7 juillet à la suite d'un jugement en référé du tribunal de Rennes sollicité par la direction. Mais il en fallait plus pour casser le mouvement. Malgré les pressions patronales habituelles auprès des femmes des grévistes, ceux-ci qui «*supraissentent la totalité des ouvriers à Bretell, Auray, St Brieuc et 80 % d'entre eux à Lannion ont décidé de la poursuite de la grève en attendant l'ouverture des négociations demandées depuis alors deux semaines.*

Des actions en hausse de 7 %

Cependant, dira-t-on, le marasme du bâtiment est bien connu. Et Phénix ne peut faire sans doute plus pour ses ouvriers. Ah, bon ? Mais la cote de ses actions a augmenté de 7 % à la Bourse, la veille du jugement en référé à D'ailleurs Phénix Bretagne prend de l'extension et envisage de passer de sept à douze centres à l'horizon 1980. Revenons, en outre, un instant sur le modèle de maison 520. Son prix de vente laisse à la société une marge brute de 30,5 %. Ce n'est pas mal pour ses bénéfices, même s'il convient d'en soustraire ses frais financiers et la rétribution du personnel improductif. Existent, ment, les ouvriers grévistes ne sont pas logés à la même enseigne que ce cadre de Noyal, qui a reçu, en guise d'étrennes à sa fin de l'année dernière, une prime de 8.500 F.

A côté de telles largesses, le refus de négocier de la direction, c'est, en gros, pour elle un manque à gagner jeutnalier, volontairement accepté, de trois pavillons, bien supérieur au déficit qu'entraînerait la satisfaction de ce que demandent ses ouvriers en grève... Une chose est cependant sûre dans cette affaire : quoiqu'il advienne l'image de société dont se pare volontiers Phénix en sortira passablement lézardée.

Y.C.

LA MER RUMINE NOTRE «PROGRES»

Voilà juste trois mois que l'Amoco-Cadiz s'est ouvert les flancs sur les rocs de Portsall. Trois mois durant lesquels les hommes-fourmis, les hommes-aisyphes, se sont attaqués à une catastrophe qui les dépassait, bien qu'ils en aient été les responsables. Des apprentis-sorciers nous ont imposé la voiture, la télé, la machine à laver. Nous bouffons du pétrole à tire larigot, de ce pétrole que des super-tankers acharnimment jusqu'à nous, à nos risques et périls.

Ce «progrès» que nous subissons — qui en a eu, qui en a le choix ? — est un progrès suicidaire, mortel. Il importe que nous sachions en connaître les limites, en limiter les dangers. Nous n'avons pas le droit de laisser assassiner la mer, pas plus que nous n'avons le droit de nous laisser empoisonner par le nucléaire.

Aujourd'hui, la mer se remet petit à petit de l'énorme traumatisme que les hommes lui ont fait subir, par cupidité, par orgueil, par bâtise. Tant mieux ! Mais qu'on se garde de jouer encore avec ses facultés de récupération. Nous pourrions plus...

Oui, la mer rumine, la mer digère peu à peu l'immonde colifichet dont on l'a gavée. Par chance, la zone polluée fut une région fortement aghlée. La violence des courants, la puissance des vents, l'amplitude des marées, font de la Manche-ouest une véritable marmite en ébullition. Du coup, le pétrole asset fluide a été rapidement dilué dans la mer et quinze jours après l'échouage, le taux de concentration d'hydrocarbure dans la zone polluée n'était que cinq fois supérieur à la normale. Depuis le mois de mai, ce taux n'a cessé de diminuer. Cette évolution inespérée n'a été possible que grâce à la limitation relative des déversements (2 000 t quand même !) et surtout à leur douceur. Là au moins les scientifiques auront marqué un point et auront permis d'éviter les erreurs du Torrey-Canyon; erreurs qu'eaient tout disposés à commettre les Britanniques plus soucieux de préserver leur obris que d'éviter le mort de la nôtre.

A ce bien plutôt aussi il faut reconnaître opposer une réelle. La période ne s'est correctement déroulée par exemple que si et grâce aux bactéries — que dans les eaux libres fortement oxygénées. La situation n'est pas aussi brillante dans les zones abritées comme les abers (Benoît et Wrac'h), les baies (Morlaix et Lannion) et les criques. En ces endroits, l'hydrocarbure est littéralement retenu prisonnier de la vase et du sable. Privées d'oxygène, les bactéries pétrophages sont impuissantes à digérer le mazout. Si on ne parvient pas à aider ces fonds — en les dragant par exemple — l'hydrocarbure peut y demeurer encore pendant des années.

Le plan POLMAR que la commission d'urgence sénatoriale vient de juger inefficaces — et toc pour Béullen ! — n'est pas particulièrement intéressé à cette face cachée de la pollution. Peu important à ses chantres tétés que le pétrole stagne sous le sable du moment que les plages avaient une apparence de virginité. L'essentiel étant de sauver la saison touristique, il fallait faire croire à une Bretagne propre. Pour que soit belle la carte postale on a truqué la pellicule.

La mer a la vie dure

Il reste que le bilan écologique n'est pas aussi catastrophique qu'on était en droit de le supposer. De l'aveu même de Henri Didou, le secrétaire du comité local des pêches de Brest : «*Depuis le fin juin la pêche est à peu près correcte et presque tout le monde a repris son rôle».*

Le poisson qui n'a pas été foudroyé sur le coup (de ses premiers jours de l'échouage semble avoir pris ses cliques et ses claques en attendant des jours meilleurs. Lorsque le beau temps sera définitivement revenu, il ne devrait pas tarder à regagner les eaux littorales. Les crustacés n'ont pas eu le même réflexe. Ceux qui se trouvaient sur place ont absorbé le pétrole et en ont pris le goût. Par chance, la grande vague d'arasgrées a été bien inspirée en retardant son approche des côtes, ce qui lui a permis d'éviter en partie le contact avec le mazout.

Les six-cents goémoniers aussi ont retrouvé une situation à peu près normale. Si les grandes laminaires sont toujours un peu huileu, elles semblent avoir tenu le choc, même si leur croissance s'en est trouvée sensiblement ralentie.

Ce sont sans doute les mollusques qui ont le plus souffert. Ces animaux sont en effet de véritables filtres à eau de mer. Rien d'étonnant donc à ce que leur crépine ait été copieusement engluée. Les moules et les huîtres ont tout absorbé, devenant impropres à la consommation. Mais il faut quand même savoir que les moules ne meurent pas. Elles peuvent toutes se conserver dans la moule noire.

C'est aussi l'opinion des pêcheurs : «*Nous sommes inquiets pour l'avenir*, affirme Henri Didou, *c'est pourquoi nous demandons un suivi scientifique réel auquel nous voulons être associés, pour mesurer l'impact de la pollution à moyen et à long terme.* On peut toujours espérer, c'est aussi ce que font les chercheurs de l'Institut d'Etudes Marines de Brest qui attendent toujours des crédits spéciaux pour continuer les études entreprises dès le début de la catastrophe et qui vont devoir être interrompues, faute d'argent.

A quand la prochaine ?

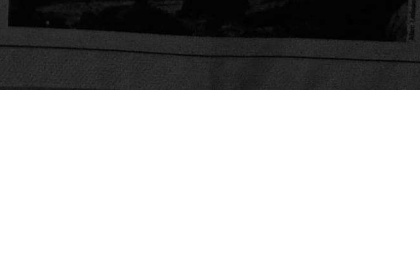
Inutile de se voiler pudiquement la face. L'avenir c'est aussi la perspective d'une nouvelle marée noire. Comment croire les gens du pouvoir lorsqu'ils nous disent monts et merveilles ? A chaque fois ils nous ont promis : c'est la der des der. A chaque fois ils nous ont menti. Certes une nouvelle réglementation de la circulation maritime va être mise en place — sur le papier du moins. La fameuse raï montant va être reculé. A partir du 1er janvier 79, les pétroliers en charge seront astreints à passer à 50 km d'Ouessant (au lieu de 12 km). D'autre part, une base d'intervention de remorqueurs hauturiers va être créée à Brest. Ce sont là de bonnes et saines mesures qui diminueront certainement les risques d'accidents.

Mais, sans faire de dénigrement systématique, il est permis de douter encore de leur efficacité. La mer est une autoroute internationale dont nombre d'usagers sont des chauffards. La «menace pétrole» restera sans doute toujours suspendue au-dessus de nos têtes comme l'épée de Damoclès. Et ce n'est pas le sage dicton marin «trop fort n'a jamais manqué. Le profit aujourd'hui obstère le surcroît. Qui nous dit dans ces conditions que les commandants des pétroliers respecteront le nouveau code de la route ? Il se soucient déjà si peu du précédent, pourtant moins astreignant. Qui nous dit que le gouvernement français a la volonté et les moyens de le faire respecter ? Notre police maritime s'est si souvenntes fois saisie «d'ouïr» qu'il est permis d'être acaptieux. En réalité, les pétroliers — c'est à dire les puissances financières — auront toujours le dernier mot. Quant aux autorités françaises, elles n'ignorent pas qu'en mettant des bâtons dans les hélices des pétroliers elles vont au devant d'un boycott par et simple de nos ports. Une économie aussi malade que la nôtre ne peut évidemment s'offrir ce luxe. Mieux vaut fermer les yeux sur les infractions ou donner des amendes aussi ridicules que symboliques, que de s'attirer les foudres des compagnies pétrolières.

Hélas ! L'avenir n'est donc pas aussi rose qu'on voudrait nous le faire accroire. Nous sommes coincés. On nous a coincés. Coincés dans la jungle économique mondiale. Coincés aussi dans des contradictions qui nous ont été imposées par ceux qui ont choisi l'industrialisation aveugle plutôt que l'industrialisation raisonnée.

C'est peut-être aussi cela qui explique la mort prématurée des comités anti marée noire. Au plus fort de la colère, ils ont fait leur boulot en élevant le débat. «Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain», était la THE question ! Il nous ont forcés à réfléchir aux conséquences de notre enfermement dans le «progrès». Aujourd'hui ils ne sont tus parce que tout a été dit et que peut-être personne ne veut plus les entendre. Découragés ? Oui, sûrement. Fatigués aussi, à force de se battre contre des moulins à vent.

Xavier MEVEL



Un pour la mer n'en pourra plus.

Pas de buff dans Le Leff

L'exil dernier, à l'initiative de l'Association pour la protection des eaux et des milieux aquatiques du «Leff» proprse avait été réalisée. Le succès auprès des rampons — 500 volontaires mobilisés — n'avait pas plu à plaire aux fonctionnaires de la DDA qui préfèrent recoller les cours d'eau au bulldozer plutôt que de prendre le temps de les nettoyer posément.

Rien d'étonnant donc à ce que cette administration ait tenté à maintes reprises de décourager les bonnes volontés qui préfèrent retrousser leurs manches plutôt que de voir sacrifier leurs rivières.

Mais ceux-ci sont têtus et lancent cette année une seconde opération «Leff propre» qui sera aussi une occasion de se documenter sur les problèmes écologiques des cours d'eau. Voici le programme de ce week-end qui se déroulera à Lanvollon (22) :

VENDREDI 21 JUILLET à 21 Heures
— conférence-débat «QUEL AVENIR POUR LES RIVIERES». Montage audio-visuel sur les rivières bretonnes, les dégradations, les pollutions, les solutions, exemples de travaux de nettoyage écologique et ses conséquences sur l'avol des populations aux problèmes de l'Eau.

SAMEDI 22 JUILLET
— de 9 à 12 h : visite de l'exposition «HOMME, ARBRE ET TERRE et LA VIE».
— de 14 h à 18 heures : chantier de nettoyage.
— à partir de 21 heures : fest noz

DIMANCHE 23 JUILLET
Visite de cours d'eau et leurs rivières et de pratiques nettoyage en 1978, commentaires avec les chantiers d'aujourd'hui.

Presse :

H. COMME HERSANT ET COMME HUTIN

Ça ne rigole plus à «Ouest France». Le licenciement d'un journaliste en janvier 1977 avait déjà montré les limites de l'ère «libérale» ouverte dix ans plus tôt. La dernière correspondance adressée par la direction générale aux journalistes semble y mettre définitivement fin.

Le conseil de rédaction créé dans la foulée de la grève qu'avait déclenchée le licenciement de janvier 1977, a récemment protesté contre une censure dans son bulletin d'information. De cette censure et de l'opposition faite frontalement à la publication d'autres articles, il a conclu à la nécessité, *«dès la rentrée d'un large débat à l'intérieur de la rédaction pour garantir à l'avenir la couverture journalistique des phénomènes de société, hors de tout engagement maison».*

Le *«hors de tout engagement maison»* a mis hors d'elle la direction générale et singulièrement le directeur général, François-Régis Hutin. Depuis la mort de son père Paul Hutin-Desgrées, celui-ci s'est soudainement senti investi d'une mission quasi-sacrée. A croire que des messagers de l'au-delà lui auraient refait à Chantepie le coup de Jeanne d'Arc à Domrémy.

En théorie cette mission consisterait à maintenir «Ouest-France» dans la ligne de ses fondateurs. C'est vague. En pratique c'est plus précis. La ligne des fondateurs, c'est l'argument dont a besoin un patron de presse un peu plus jésuite que la moyenne pour rappeler les journalistes au respect des pouvoirs en place, de l'ordre établi et «tutti quanti».

Au conseil de rédaction, Hutin a donc répliqué vertement : *«Si quelques journalistes s'étaient mépris sur nos intentions et nos orientations»* (sens ?) ils en ont *«en revenant au journal ou, si d'autres, revenant sur leurs propres engagements, remettaient en cause aujourd'hui ces orientations et voulaient unilatéralement, ouvertement ou insidieusement* (grave aux sous-marins !) *«tenter de les modifier, qu'ils sachent qu'ils peuvent faire jouer la clause de conscience, telle qu'elle est prévue par le Code du Travail (...). Nous serons là pour étudier avec eux, dans l'esprit le plus large, l'application à leur cas de ladite clause de conscience».*

Ladite clause de conscience est un truc qui, en principe, permet aux journalistes de partir avec des indemnités quand le journal qui les emploie change d'orientation ou de propriétaire. En fait ils en obtiennent rarement le bénéfice s'il n'y a pas changement de propriétaire. Car les patrons nient toujours le changement d'orientation.

Presque toujours ce sont donc les directeurs de journaux qui l'utilisent contre les journalistes. Va la leur opposer pour se débarrasser d'eux...

C'est ce que fait Hutin. Fini le discours pluraliste. Prévaut «l'engagement maison» ou le «désengagement». La méthode. Restent quoi !

L'AMIANTE DE SAINT GREGOIRE

A St Grégoire, tout près de Rennes, l'usine Eternit, qui produit 60 % de la production d'amante-ciment française, déverse ses déchets dans une carrière aux dépens de toutes réglementations et sans souci de sécurité. Les amis de la terre et un collectif d'information s'alarment et tentent depuis quelque six mois d'obtenir des certitudes quant à une simple vérification du degré de pollution. En vain...

Eh oui, l'homme doit apprendre à vivre avec l'amiante dans sa vie de tous les jours. C'est l'amiante, produit miracle qui a vu sa production mondiale doubler de 1962 à 1975. Mais c'est aussi l'amiante dont les fibres sont reconnues comme les plus redoutables cancérigènes. Cancer pulmonaire, asbestose, voilà les dangers qui, se déclarent pourtant quinze à vingt ans après la première exposition. On s'en inquiète donc seulement aujourd'hui.

Or l'amiante est devenue une production nécessaire et il n'est parait-il plus temps de remettre son existence en question. On déplore, certes, on réglemente aussi. Mais pas assez, suivant l'avis des amis de la terre de St Grégoire.

Faudrait-il vraiment vivre avec ça ?

Au lieu-dit «La Rabinardière», peu loin des maisons d'habitation et d'un centre spécialisé pour enfants, Eternit ne respecte rien. Un produit aussi toxique et dangereux que l'amiante devrait être entouré de nombreuses précautions. En fait, une carrière à ciel ouvert sert de déversoir pour les boues d'amiante qui sèchent au soleil, qui ne sont pas recouvertes à temps et qui se dispersent donc dans l'air environnant. De plus, ces boues sont acheminées dans des camions non bâchés, ce qui est formellement contraire à la réglementation. Si l'on ajoute qu'une nappe phréatique n'est pas très loin et que l'on craint des infiltrations, le bilan paraît assez catastrophique.

St Grégoire a des routes blanches, tout le monde respire l'amiante et pourtant les lettres au Maire, qui n'est bien sûr pas responsable, les appels à la Préfecture, n'offrent que de vagues réponses. On ne s'alarme pas. En fait, il faudrait apprendre à vivre avec l'amiante.

Les ouvriers d'Eternit, les principaux exposés, se taisent. La CGT avoue que les problèmes de chômage sont pour le moment plus importants. Il est vrai qu'il y a deux ans Eternit employait mille personnes : seulement 677 aujourd'hui. Alors, la politique de Barre s'huile facilement. La Chômage devient un chantage. Vous vous plaignez de vos conditions de travail, de danger, de l'amiante, eh bien partez si vous voulez trouver un autre emploi moins dangereux !

Les Amis de la Terre déplorent l'attitude des ouvriers qui se taisent ; ils sont aussi un peu gênés quand on leur pose le problème de l'emploi. En fait la contradiction n'est que peu abordée. A St Grégoire on informe, on réclame des explications. Et la population commence à se demander quel danger la menace... et quel prix ils devront payer les 677 emplois d'Eternit.

Les conseils de Dupont-Taré

Ici «Radio Tapi» à la «Une» et malin les embarras de la route. Indiens qui partez pour la longue marche, suivez les conseils de Dupont Taré.

Ne partez pas le ventre vide pour la grande transhumance. Bourrez-vous de café-crème et de baguette au beurre. Ensuite, chargez votre R8 jusqu'à la gueule de sorte que le pot d'échappement «barat» râcle le macadam. Inutile de vérifier les flux de votre caravane. Après vous le déluge ! Enfoncez votre famille-dans la voiture ; les cinq mouflets à l'arrière et bobonne devant. N'oubliez pas de visser votre béret basque sur le crâne; il pourra vous servir de pare-soleil. Roulez-vous une bonne provision de clopes — paquet FOB et gros cul — Notez scrupuleusement votre heure de départ — cela vous permettra de calculer votre vitesse moyenne. Glissez une cassette de Verchuren dans votre lecteur stéréo. Vous êtes parés !

Vous voilà sur la route en même temps que tous les autres sauvages. C'est le moment rêvé pour tester votre R8. Poussez le moteur à fond pour voir ce qu'il a dans le ventre. Faites la course avec les autres indiens. Ayez toujours un œil sur votre compteur de vitesse et un autre sur le chronomètre (ne regardez la route qu'occasionnellement). Dans les bouchons, n'hésitez pas à doubler ceux qui vous précèdent. Mieux vaut une bonne grosse de poussé que la queue-leu-leu.

Si vos mômes chahutent derrière, donnez-leur des baffes, c'est le seul moyen d'avoir la paix. Le cas échéant, laissez-en un sur la berme et faites semblant de le planter là; ça lui fera les pieds !

A midi, votre R8 aura besoin d'une petite pose pipi. Profitez-en pour casser une croûte dans un bon restaurant qui vous fera goûter ses spécialités locales. Ne manquez pas d'arroser copieusement ces agapes. Le vin est bourré de calories dont vous avez besoin.

Seulement il faudra rattraper le temps perdu et respecter une vitesse moyenne plus élevée durant le reste du voyage. Croyez-en Dupont Taré, les limitations, c'est fait pour les mauvais conducteurs. Ne les respectez que si des appels de phares répétés vous signalent la présence des gendarmes.

Enfin, si par malheur vous avez un accrochage. Surtout, dites-vous bien que les autres ont toujours tort. Ne vous laissez pas intimider : gueulez ! traitez-votre protagoniste de tous les noms. Au besoin engagez-le jusqu'à ce que mort s'ensuive. La raison du plus fort est toujours la meilleure.

C'étaient les conseils de Dupont Taré.

Silence hôpital !

Il faut en parler. Que ça se sache. Qu'il y ait des noms sur les frontons des morgues, des responsables à l'effigie médicale de nos goulags blanchis à la chaux.

La chaux vive du silence.

Il faut en parler à chaud. Parler près des hôpitaux, près des cliniques. Tout est aseptisé autour de ces temples-là : Le «H» au coin des rues ne vaut pas que pour les klaxons, mais pour notre peur à se soumettre à leur savoir/pouvoir. Il faut à coup de hache briser les reins des saltimbanques de l'épaisseur tomie, des romanos, à grands mots, des baratineurs à breloques qui roulent carosses sur le dos des patients.

Perdons patience. Irrespect-hôpital. Scandale-clinique.

On a besoin d'eux : sans nous, ils seraient dans le besoin. Tout près de moi, deux scandaleuses infirmiances (mépprises, mépris et violence). Et près de vous ?

Dites-le. Pour que ça cesse.

Que le doute plane, et que nous soyions soignés hors de ce doute. A Lannion, les vétos ne sont pas ceux qu'on croit, et le bétail, c'est nous. Elle avait son gros ventre plein de vie et d'espoir. Il est venu au monde entre les fers du beau monde. On le calme pour six mois avec six gouttes par jour dans le biberon : il est calme et fait de longues nuits. Elle va de toubibs en toubibs; à Lannion, on lui a dit que ça allait suivre son cours, on a repoussé la date pour la recoudre, on lui a même dit que ça s'arrangerait tout seul. A Rennes, le seul spécialiste s'en est remis au «grand Maître de Paris... Oui, mais à Paris, c'est cher, quelquefois ce n'est pas conventionné. Même à Rennes, à certaines heures plus tardives, on oublie la feuille de sécurité sociale. Le diagnostic vient de tomber comme un verdict : c'est très grave, la feuille de sécu, est plutôt oubliée...

Depuis qu'il a ses deux mois de vie, la mère, elle, n'a plus d'anus. Pas inconsistente tout à fait ; ça pourrait être pire. Malgré tout, tout est démoli, brisé, déchiré, le pas est comme chez lui, au chaud dans les fistules. Les fistules ? A Lannion le mardi, il n'y en a pas, le vendredi à Rennes, c'est douloureux quand on les éclaire. A Paris ça leur coûtera bonbon; entre les parents et l'enfant, le biberon sent le gras-double de l'angoisse et le berceau doit bien dans la boîte à pharmacie.

Et jamais elle n'aura un sphincter normal.

Normal ?

La norme, faut pas chercher pour un accouchement. La violence n'est pas mise au panier; Il a bien fallu que les sados-trucs des années quarante et autres se recyclent, pas vrai ?

Comme le dit une sage-femme de Rennes, si les accouchées étaient au masculin, on aurait trouvé d'autres moyens que le coup de couteau au cul; certains fantasmes qui ne trompent pas. 20e siècle des lumières tamisées dans les accouchoirs parentés : OUI MAIS. Les cuillères ont gîtué, et le même vient nous voir la gueule en berne, des paquets de sang à fleur de visage, et l'œil au beurre noir pour s'abîmer aux prochaines marées.

1978 : eux qui pensaient avec leur tripode de frein, enfants n'en sont encore qu'au premier et ça risque de s'y cantonner. Boiteux ou bavard ? On dit par derrière que ce n'est pas la première fois. On chuchote sous les manteaux qu'un barbare en cache un autre sous les atours stérilisés du Tréger bâtie. Mais laisser courir, étouffer, rejeter la responsabilité, prendre le bon peuple pour un con : «avez-vous eu des rapports dernièrement ?» : seule question du chirurgien quand il aurait dû s'apercevoir que du vagin à l'anus plus aucun étoilonnement ne faisait office. R A S, la grande muette des patientes jactera dorénavant sous les plafonds blancs des cliniques.

Gilles Cervera.

LA TENTATION DE VENDRE

De quelle nature sera la riposte à la rocade de La Baule, maintenant que celle-ci est entrée dans sa phase exécutive ? (cf N° 14) ? La situation matérielle et psychologique des paludiers constitue dans la réponse un facteur déterminant. Or depuis 1972, cette situation s'est dégradée.

A cette époque, la mobilisation était générale devant la déclaration d'utilité publique. On dénombrait 17 organisations politiques, syndicales, ou écologiques à prendre cause pour le sel. La plupart sont ensuite reparties pêcher dans d'autres eaux.

Les pouvoirs publics, Olivier Guichard en tête, juraient même de leur bonne foi et proclamaient leur attachement au marais. Ils amorçaient ainsi la tactique subtile du pourrissement de la situation. Depuis, les mesures qui auraient permis d'assurer un revenu correct aux paludiers, surtout aux jeunes n'ont pas été prises.

Refuser de se pencher entre autres sur le problème de l'installation des jeunes paludiers, c'était programmer à court terme la disparition du marais salant.

Car les paludiers dont l'âge dépasse la cinquantaine sont majoritaires. Leurs fils se sont faits maçons, ouvriers, il y a douze ans, quand le marais vivait ses années de vaches maigres. Il manque ainsi toute une génération.

Face à l'avenir, les paludiers sont restés seuls et leur volonté combattive, s'est peu à peu diluée... La plupart voudraient bien encore tenir... jusqu'à la retraite. Après eux le déluge.

Favoriser l'installation des jeunes

Dans les conversations, apparaît alors un refus inconscient d'envisager les années ultérieures. Comme si la perspective de la disparition des marais s'était inscrite quelque part au plus profond des graines à sel. *«La mentalité des paludiers»*, dit Paul, lui-même paludier *«c'est comme ça va, ça va bien fa».*

Pourtant, la réalité est là. Huit mille ostréa produisent encore du sel. Ces dernières années, leur taux annuel de décantation laissait la moitié. *«Dans 3 ans, nous ne serons plus assez de paludiers pour assurer l'entretien collectif du marais»* estime Jean François, secrétaire du Syndicat des paludiers.

Afin de combler la brèche humaine, il aurait fallu favoriser l'installation de jeunes venus de l'extérieur. Pour les pouvoirs publics, cela signifiait assurer entre autres la rémunération d'une formation professionnelle effectuée sur le tas avec des paludiers. Paul et d'autres sont prêts à accueillir des stagiaires pendant une année *«D'ailleurs, j'ai déjà laissé mon travail pour montrer à deux ou trois gens»* se rappelle Paul.

Ceux-là se sont installés, avec peine sur le marais. Ils sont maintenant une demi douzaine environ. Pas toujours très bien vus de certains paludiers qui n'apprécient guère leur franc-parler et leur manière de poser clairement les vrais problèmes *«concrètement; cela se traduit par des regrets que bloquent des paludiers indécis, prêts au départ à faire quelque chose»* accuse Charlie, établi depuis 6 ans. *«Certains nous mettent des bâtons dans les roues. Ainsi, on n'a pu obtenir les salines qui n'auraient pas permis de regrouper mon exploitation.»* Ces pratiques semblent être le fait de rares irréductibles *«Nos inquiétudes d'un afflux de jeunes sur les emplacements ultérieurement libérés.*

Le poids de l'opinion publique

Mis à l'index de la profession par les organisations paludières, bâtons aux données municipales à Batz sur Mer dont le conseil, sans le conseil municipal, ces propriétaires n'en continuera pas moins d'exercer une influence certaine.

Peut-être emporteront-ils la décision des petits propriétaires. A la veille de prendre une retraite déroutante, ces derniers sont prêts à succomber à la tentation de vendre. Comment leur en vouloir.

Enfin, il y a une minorité animée par le comité d'action et le syndicat de défense des paludiers. Depuis des années, ces paludiers mènent un travail d'information en direction de l'extérieur, avancent des solutions concrètes, immédiatement réalisables pour assurer l'avenir du marais. Leurs idées progressent. Mais le temps joue contre eux et voici que se présentent les dernières échéances.

Pour eux, la rocade ne marque pas la fin du combat. *«Maintenant nous allons essayer d'empêcher par tous les moyens la fin des travaux. Dans un premier temps, politiquement à l'information. Ultérieurement, il y aura sans doute des manifestations qui pourront aboutir à l'occupation de terrains. Mais, dès cet été, les commissaires de l'enquête parcellaire n'auront pas la vie facile».*

Conscients de la complexité de la situation sur le terrain, ceux-ci font bien décidés à en appeler à l'opinion publique sans démagogie : *«Celle-ci doit se réveiller et prendre conscience que le marais salant, c'est aussi l'affaire de tout le monde, pas seulement des paludiers.*

(A suivre)

Les bas-côtés de la rocade

Après Batz sur Mer, Le Pouliguen, les communes du Croisic et de Guérande ont dit non au plan de financement de la Rocade. Globalement, la refus des quatre communes creuse un trou de 247 millions de centimes dans la somme demandée aux municipalités concernées par le projet.

On peu supposer que le préfet ne prendra pas le risque d'inscrire autoritairement ces dépenses aux budgets des communes contestataires. D'autant plus que La Baule et Pornichet débourseront à elles seules plus de 660 millions de centimes si elles acceptent. Un chèque déjà quelment acquis.

En marge de la rocade, mais au cœur du problème, une station d'épuration fonctionne au milieu des marais salants, à la grande colère des paludiers. Son extension est prévue pour augmenter la surface de lagunage. Bilan, 45 hectares de marais salants en moins. Les premières propositions semblent fâreuses pour les paludiers. La S.I.V.O.M. aurait proposé 20 000 Francs par hectare. Cela voudrait dire qu'il y aura également de l'argent à gagner côté rocade. Mais en fait, l'administration refuse de payer les talus. Dans certains endroits, les talus pouvant atteindre une surface importante, voilà qui ramène à une juste proportion le miroir aux alouettes de la spéculation.

A QUAND LE DIPLOME ?

Depuis bien années, les paludiers réclament le droit sur leurs lieux d'une véritable formation professionnelle, sanctionnée par un diplôme.

Ils ont présenté aux pouvoirs publics un projet de création d'un centre de formation d'apprentissage du Croisic-paludier. La première année, celui-ci suivrait l'enseignement d'un paludier de métier et bouchonait à SARU. La formation théorique nécessaire pour l'obtention de l'examen était dispensée par le C.E.T. de Guérande qui a donné son accord.

La seconde année, le stagiaire s'installerait sur un site effectuée sa première récolte. Afin qu'il puisse subvenir à ses besoins, les paludiers demandent l'aide d'un prêt d'installation remboursable par le stage.

L'année suivante, le nouveau paludier ne touchera encore aucun revenu. Ce sera au bout de son année entre la récolte et le paiement de celle-ci.

Le projet prévoyait alors de financer à la porte de FORMA (Fonds de régularisation des marchés agricoles) dépendant du ministère de l'agriculture, habituellement la destination des fonds de chaux-fleurs, arachides, fruits.

Pour maintenir l'exploitation du sel et l'entretien des marais salants à leur niveau actuel, il faudrait que 30 stagiaires bénéficient de formation dès l'année 1978.

Mort de Roparz Hémon :

Une vie pour la langue bretonne

L'un des plus grands écrivains bretons modernes, sinon le plus grand, vient de mourir à Dublin, à l'âge de 77 ans, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

Né le 18 novembre 1900 à Brest, où son père était ingénieur naval, Louis-Paul Némo fit ses études au lycée de la ville puis à l'Université de Leeds en Angleterre et à la Sorbonne, avant d'être nommé professeur d'anglais au lycée de Brest en 1925. C'est à l'âge de l'adolescence que celui qui devait devenir Roparz Hémon commença à s'intéresser vraiment à la langue bretonne dont il n'avait jusqu'alors qu'une connaissance purement orale. Il devait lui consacrer désormais toute sa vie.

C'est en 1923 qu'il utilise pour la première fois le nom de plume de Roparz Hémon pour signer une petite nouvelle publiée dans un journal breton. Il écrit des articles de plus en plus nombreux et crée au mois de mars 1925 la revue Gwalarn —nord-Ouest) qui paraîtra pendant plus de 20 ans, rassemblant les signatures des meilleurs écrivains bretons modernes : Youenn Drezen, Jakez Riou, Yann ar Gô, Iarl Priel et tant d'autres qui ont constitué ce que l'on a souvent appelé 'L'école de Gwalarn». Le point commun de tous ces écrivains est certainement d'avoir voulu sortir la langue bretonne d'un provincialisme étroit, limité à l'évocation de la vie paysanne et des vieilles traditions. Roparz Hémon entreprend au contraire de créer une véritable littérature nationale, largement ouverte sur le monde moderne. Parlant couramment de nombreuses langues, il multiplie les traductions d'auteurs anglais, allemands, russes, espagnols, gallois, irlandais.

Une méthode

Homme d'une immense érudition, Roparz Hémon a abordé dans son œuvre tous les genres littéraires. On lui doit de nombreux romans, dont plusieurs romans policiers, des recueils de nouvelles, des ouvrages de critique, rien de moins que 17 pièces de théâtre originales sans compter 8 traductions (dont par exemple L'Ours de Tchékov et Macbeth de Shakespeare) et 6 adaptions (dont le Faust de Marlowe). Son œuvre poétique dont une partie a été rééditée il y a quelques années par les Editions Al Liamm de Brest, est considérable.

Mais Roparz Hémon est surtout connu du grand public par ses ouvrages destinés aux étudiants : manuels, grammaires, dictionnaires (publiés à plus de 150 000 exemplaires en une vingtaine d'années). Pour tous les débutants, Roparz Hémon a écrit une dizaine d'ouvrages en «*Brezhoneg evn*» (breton simple) faisant appel à un vocabulaire limité... Mais on lui doit aussi des ouvrages scientifiques sur le breton médiéval, publiés par l'Université de Dublin. Roparz Hémon avait également entrepris plusieurs œuvres gigantesques, le Grand Dictionnaire Historique du Breton (Geriadur Istorel ar Brezhoneg) dont de nombreux tomes ont déjà paru, la traduction bretonne de l'Histoire de Bretagne d'Arthur de la Borderie, un dictionnaire entièrement en breton de la langue bretonne (Une sorte de «Larousse breton) et d'autres ouvrages fondamentaux qui resteront malheureusement inachevés.

et une œuvre

Mobilisé en 1939 et libéré en 1940, Roparz Hémon reprend l'enseignement du breton. Le 8 juillet 1941, l'ensemble des écrivains bretons réunis à Rennes adopte une réforme orthographique unifiant la langue bretonne jusque là morcelée en plusieurs dialectes. Au mois d'octobre 1941, il crée Frammn Kelltek Breizh, l'Institut Culturel de Bretagne, rassemblant toute l'élite du mouvement culturel breton. Il dirige plusieurs revues bretonnes et réalise des émissions en breton à Radio-Rennes. En 1945, Roparz Hémon est arrêté et détenu pendant 15 mois avant de comparaître le 15 mars 1946 devant la Cour de Justice. Cette détention et ce jugement d'un homme dont le travail s'était toujours situé au-dessus de toute politique soulève une profonde émotion à l'étranger et particulièrement au Pays de Galles. Le Dr Douglas Hyde, ancien président de la République d'Irlande, intervient pour demander sa libération. Roparz Hémon est effectivement acquitté en juin 1946 mais profondément affecté par ces persécutions, il décide en juillet 1947 d'aller vivre en Irlande, où il est mort avant d'avoir revu son pays natal. Loin de se reposer, il a poursuivi jusqu'au dernier souffle l'immense œuvre entreprise depuis sa jeunesse pour hisser la littérature bretonne moderne au niveau d'une véritable littérature nationale du XXème siècle et il a sans doute encore plus écrit au cours des trente années précédentes.

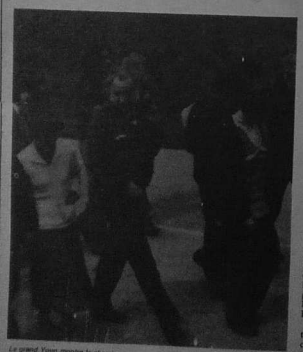
Travailleur infatigable, Roparz Hémon laisse également le souvenir d'un homme d'une très grande simplicité et d'une très grande bonté. Son œuvre immense continuera de marquer pendant longtemps les nouvelles générations de Bretonnants et son nom mérite de rester attaché à l'histoire de la littérature d'Europe Occidentale...

Indien, mon frère

Pour protester contre la violation des traités passés avec les «Yankees», les Indiens d'Amérique ont entrepris une longue marche depuis Alcatraz (Californie) jusqu'à Washington où ils espèrent rencontrer les responsables du gouvernement américain. En signe de solidarité, plusieurs centaines de Bretons ont effectué le dimanche 9 juillet une marche symbolique dans les Monts d'Arrée.

Radio-Télévision

Et si l'on faisait comme Youenn Gwernig ...



Le grand Yvon montre le chemin

Rarement juge d'instance aura entendu autant de témoins, autant d'avocats. Le 13 juillet, à une audience où sont ordinairement jugées des broutilles, Youenn Gwernig est arrivé avec trois avocats : l'un du barreau de Nantes, le second du barreau de Paris, le troisième du barreau de Marseille. «Tout ça pour 500 balles», s'esclaffait de son rire sonore le «Grand Youn» quelques jours avant le procès qui s'est tenu à Morlaix.

Il avait fait citer beaucoup de témoins. Quelques uns s'étaient défilés. Les autres avaient accepté de se solidariser, oralement ou par écrit. Des hommes politiques, comme François Autain député socialiste de Nantes, Alphonse Penven, Conseiller général et maire communiste du Huelgoat, Jean Pierre Jeudy son homologue de Carhaix; des militants comme E. douard Morvan, Paysan-Travailleur, Fanch Morvannou de l'U.D.B., Alain Le Dilosquer du P.S.U. Bretagne. Et aussi Per-Jakez Hélias, René Richard, ex-collaborateur des émissions bretonnes à Radio Armorique. Ou encore des organisations comme les jeunesses socialistes de Bretagne, le Front Progressiste Culturel Breton, l'Union Régionale F.T.A.A.C. C.F.D.T.

Non que le procès fût en soi très important : la sanction encourue devant un tribunal d'instance est forcément mineure et il semblait probable que la plaitte serait jugée irrecevable. Mais il revêtait une signification politique et culturelle importante.

Depuis quelques années Youenn Gwernig ne paie plus sa redevance radio-T.V. Avec l'association Radio Télé Breizhoneg il tente ainsi de faire aboutir les revendications pour *une information radio-télévision objective, non filtrée ou censurée mais basée sur le pluralisé et la démocratie, une radio télévision prenant en compte les aspirations légitimes des Bretons à la libre expression et au développement de leur culture, en Haute Bretagne comme en Basse Bretagne; une antenne de télévision diffusant des émissions destinées aux cinq départements de Bretagne, que ces émissions soient faites en langue bretonne comme en langue française; une télévision soit gérée démocratiquement par le personnel technicien et réalisateur, par des représentants de l'administration, des mouvements et groupes sociaux représentatifs et par des auditeurs téléspectateurs.*

Cette action lui a déjà valu quelques démêlés avec le service de la redevance. Une saisie suivie d'une vente aux enchères... ratée. Une première comparution en justice. Le blocage de son compte à la Société des Auteurs Compositeurs (SACEM).

C'est notamment sur ce dernier point que se sont battus ses avocats. Une récente réforme de la saisie limite les possibilités d'intervention d'un créancier sur son débiteur. Ainsi la part de revenus considérée comme alimentaire ne peut être saisie. Sur cette base il s'agissait donc de démontrer que la saisie opérée sur le compte SACEM de Youenn Gwernig était illégale.

Les avocats entendaient aussi mettre en cause la capacité juridique de l'ex-ORTF à exercer de telles poursuites. Ceci sur le strict plan du droit.

Mais tel n'était pas le seul enjeu du procès. Il sera aussi et surtout l'occasion de rappeler les revendications des auditeurs et téléspectateurs regroupés au sein de R.T.B. Et les témoins étaient là pour ça.

Festival écologique

Les 29 et 30 juillet, tout ce que la Bretagne compte d'écologistes sera au château du Diable à Lanester (56), où se ouverte sur l'air du tempsl. Sont également associés à l'organisation du festival : la SEPNB, les Amis de la Terre, CRISLA, COBA, CRIN, APPSB, CLO, groupes femmes de toute la Bretagne et Amnesty international.

En marge du festival proprement dit, trois films seront projetés à Lorient : le mercredi 26 juillet à 21 h, «*Docteur Folamour*» de Stanley Kubrick (maison municipale des loisirs) ; le vendredi 28 juillet à 21 H : «*L'an 01*» de Gébé (MML) ; le dimanche 30 juillet à 10 H, «*La bombe*» de peter Watkins (MJC) : ce dernier film sera suivi d'un débat sur le nucléaire.

Voici le programme du festival :

SAMEDI 29

14 H : Orion
- Kerguiduff(chanson)
- Jean Kergrist (le clown atomique)

16 H Débat avec la SEPNB

17 H : Margiloh (folk irlandais)
- Alain Meilland (chanson)
- Orion
- Jean Kergrist
- Orchidée (pop + théâtre)

21 H Madrigal (médium rock)

Fest Noz : Ar Vran - Kernog - Margiloh

DIMANCHE 30

- de 10 H à 14 H : scène libre

14 H : Alain Moisan (free-jazz)
- Ubik (jazz-rock)
- Collectif Tout va bien (théâtre sur l'armée)

16 H : Débat sur l'armée
- Lena Lesca (chants sur la lutte des femmes)
- Font et Val (humoristes)
- Philippe Mouazan (cabaret)

20 H 30
- Jean Kergrist
- Sourdeline (folk francais)

Fest-Noz

Les chieftains à Daoulas

Comme le veut désormais la tradition, Daoulas organise à la mi-juillet son festival celtique. On se souvient du succès que remporta la dernière édition, succès dû notamment à la présence d'Alan Stivell qui choisit cette petite commune pour faire son retour à la scène.

Cette année, l'affiche ne risque pas non plus de décevoir puisqu'on y note la présence de noms aussi prestigieux que Brenda Wooton et «the chieftains».

Voici dans le détail ce qui va se passer à Daoulas (pas très loin de Brest) :

— Le samedi 15 juillet, à 21 h, récital de musique avec le groupe breton «Awena», les chanteurs «Deri - Dowlas» lauréats du Kan ar Bobl 75 (chants orgue et guitare) et les «Chieftains», groupe irlandais dont la renommée se passe désormais de panégyrique. La soirée se terminera par un fest-noz auquel participeront les Kanerien Braspart, Dveen ar Envaln et les sonneurs de Rosnoen.

— Le dimanche 16 juillet, à 14 h la Kavrenn de Brest, à 15 h le groupe cornouaillais «Tremenysy». A 17 h récital de Brenda Wooton,la grande dame qui a su donner au chant cornique ses lettres de noblesse. Un fest-noz clôturera ce festival. Il sera animé par les Sonerien Brest Saint-Mark, Tremenysy et Miniou et Valegant.

«Les Tournées Charrettes» seront les :
— Samedi 22 Juillet à 20 h 30 à RIEUX, près du vieux château.
— Dimanche 23 Juillet à 20 h 30 à BEGANNE, au parc des sports
— Lundi 24 Juillet à 20 h 30, à CADEN
— Mardi 25 Juillet à 20 h 30 à PELLAC, au camping du canal
— Jeudi 27 Juillet : à 20 h 30, à RENAC
— Vendredi 28 Juillet à 20 h 30 à AVESSAC, au parc des sports

avec, au programme :
- à 20 h 30 : Animation, danses populaires et lutte bretonne
- à 21 h : Danses chorégraphiques avec le groupe «Dihun»
- à 21 h 30 : Musique instrumentale en compagnie du groupe «Avel»
- à 22 h : Théâtre : «Village à vendre» interprété par la troupe du «Bru Gwaluns».
- à 23 h 30 : Fest-noz.

Fête des agnelles à Berrien

Chaque année les moutonniers du centre-Bretagne organisent une exposition-vente de leurs produits. Cette année cela se passera le samedi 16 juillet à Berrien, à partir de 15 h.

Les éleveurs pourront y acheter des tondeuse électriques et vélos; les éleveurs pourront y acquérir des agnelles (une centaine) et des béliers reproducteurs; les curieux pourront y assister à la tonte des moutons. Enfin, pour tout le monde, il y aura à boire et à manger.

Un fest-noz clôturera la journée.

Le vin sera moins aigre

A l'origine, le festival des hâtes de Saint-Brieuc avait été organisé pour défendre un petit tout menacé par un projet de lotissement. Mais depuis les habitants-témoins d'hier sont tous en danger : le festival sera donc consacré de Lobbyes parle ulcération.

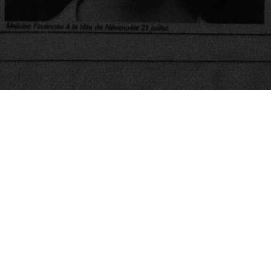
A 14 h, fest-deiz avec Kanfarded Rostren, Mandragore, Chouan, Nono, Toutou, La Mine, Daoust-Cortier et les Frères Blouic. La suite, tantad (un tâcheré de ne pas faire brûler le joli petit bois !) et chansons avec François Budet, Serge Kerguiduff et Jean-François Quémener. Entrée gratuite.

Concert Névénoé

Comme nous l'avons annoncé dans notre précédent numéro, la fête de Névénoé aura lieu le vendredi 21 juillet dans la cour des Jacobins à Morlaix.

— Le coup de programmé dit débutera à 20 h 30. Y participeront : Gérard Delahaye, Melaine Favennec, Kristen Nogues, Patrick Ewen, Yvan Le Men, Stonlok, Tabenn, D. Pabouril, A. Marzuk, Th. Bouroy, J. Corre, P. Goaran, Tallesn, M. Ratinnandrieq et le bagad Saint Marc.

En cas de pluie la fête aura lieu au théâtre municipal. Entrée 10 et 15 F.



Melaine Favennec à la fête de Névénoédé 21 juillet

«Si je ne chantais pour vous...»

Le scarnet de bars de Glenmor est pour le moins chargé cet été. Tel un évangéliste, le barde portera la bonne parole dans les villes et villages aux convertis qui en redemandent, aux autres qu'il reste à convaincre.

Cette parole sonne fort et juste. Renouant avec la tradition médiévale, la musique épouse le poème que l'imprimerie a trop longtemps figé en lettres mortes. Ici, tout est vie.

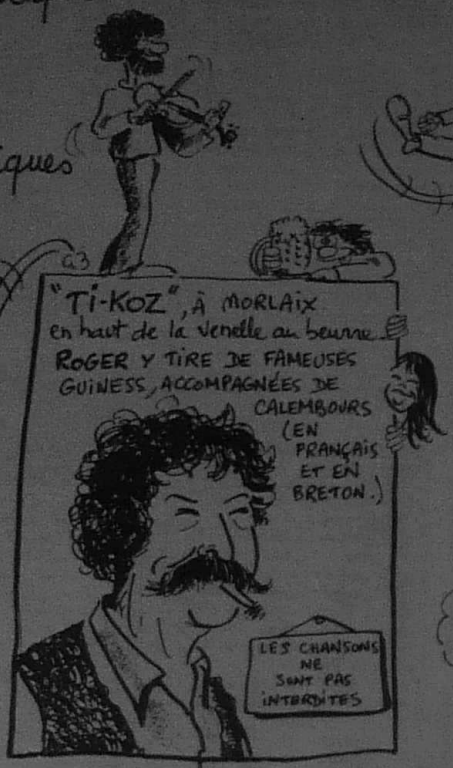
La chant tempête, tonne, câline aussi à l'occasion. Voici la Bretagne écorchée, bafouée, niée, qui relève enfin le front. Voici le peuple des culs-terreux qui se lève et fait la nique aux bourgeois. Voici le tendresse d'une terre, via vallée de nos amoures».

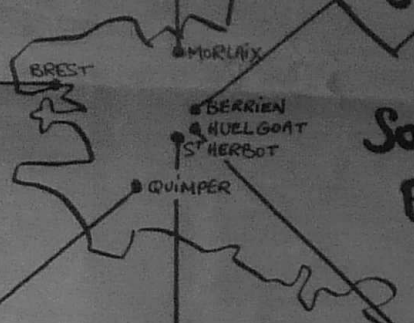
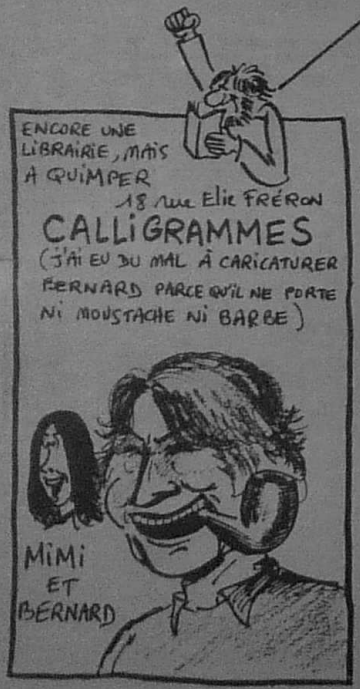
On le sait, on le singe, on s'en inspire, mais Glenmor restera toujours celui qui le premier a reclamé fierté au peuple de Bretagne. Son honneur : mais aussi sa raison de vivre. «*Si je ne chantais pour vous, à quoi bon demeurer ?*»

15 **Spézet**, salle des fêtes, 21 H 30
16 **Ile de Sein**, à l'église, 21 H
17 **Damgan**, salle de l'Abri, 21 H 30
18 **Morlaix**, Cour des Jacobins, 21 H 30 (au Théâtre en cas de pluie)
19 **Camors**, Salle du Petit Bois, 21 H 30
20 **Locminquélic**, Salle des Fêtes, 21 H 30
21 **Mûr-de-Bretagne**, Salle Jeanne d'Arc, 21 H
21 **Perret-Gouarec**, Château des Forges des Salles, 23 h 30 (pour le Gala des Donneurs de Sang)
22 **Belle-Ile**, Salle des Fêtes, 21 H 30
23 **Arradon**, à l'église, 21 H
24 **Gabrande**, au cinéma Le Balzac, 21 H 30
26 **Douarnenez**, Salle des Fêtes, 21 H 30
26 **Plouigneau**, Salle du Foyer Rural, 21 H 30 : En première partie : mano Iwed d'un Fest-noz)
27 **Moëlan-sur-Mer**, au Toulbiliou, 21 H 30
28 **La Roche-Jagu**, au Château, 21 H 30
29 **Glomel**, aux chapiteau, au Terrain des Sports, 21 H 30

Petit guide touristique destiné aux étrangers avides de sensations celtiques et aux indigènes ignorants de certains lieux culturels

(C'EN EST QU'UN APERÇU... Y EN A D'AUTRES)





Juillet 78: IL FAIT TROP FROID! ALLEZ VOUS BRONZER SOUS LES RAYONS DE BOUQUINS ET VOUS NOIRCIR LE NEZ!